

FABRIQUE DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Implication des citoyens
dans la transition énergétique
en Europe

EDITION 2020
+ 4 NOUVEAUX EXEMPLES



Avec le soutien de



Publié par Energy Cities en décembre 2018 et février 2020

Auteures : Sylvie Lacassagne – Carol Crzych – Mathilde Buron Jacob – Christiane Maurer

Illustration & mise en page : Diane Morel – www.dianemorel.com

FABRIQUE DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Implication des citoyens
dans la transition énergétique
en Europe

ÉTUDE EXPLORATOIRE

SOMMAIRE

Introduction	4
Cadix, en lutte contre la précarité énergétique	7
Grenoble, laboratoire de la participation citoyenne	15
M-Lab, coproduction et expérimentation en grandeur réelle	23
Brest Métropole, imaginer avec les habitants le cœur de la métropole dans 20 ans	31
Gouvernance urbaine participative, le plan directeur de Münster pour 2050	35
Charlotte, pour un engagement des citoyens basé sur l'équité	39
Fondazione Innovazione Urbana, co-produire avec les citoyens	45
15 autres exemples autour de:	51
— Plateformes numériques pour la participation citoyenne	52
— Création d'une structure réunissant des acteurs publics / privés / citoyens	53
— Urban Lab	56
— Gestion collective de la ville	57
— Budgets participatifs	60
— Panels citoyens	64
— Living Streets	65

INTRODUCTION

Fin 2015, les États du monde entier se réunissaient à Paris. Ils affirmaient leur volonté commune d'empêcher la hausse des températures par rapport à l'ère pré-industrielle et de tout faire pour la limiter à 1,5°C. Pourtant en 2017, après trois années de stagnation, les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse. Le dernier rapport du GIEC confirme que les engagements pris pendant la COP21 seront particulièrement difficiles à atteindre et appelle à un sursaut international : faire plonger les émissions de CO₂ de toute urgence.

Dans ce contexte, les villes ont un rôle très important à jouer. Elles sont en effet des acteurs incontournables de la mise en place des politiques publiques de transition énergétique au niveau local, à l'échelle des bassins de vie des citoyens. Leurs actions s'inscrivent dans les territoires et visent à fédérer l'ensemble des parties prenantes pour la mise en place d'une réelle transition énergétique. Cependant, à l'heure où la société se trouve face à une forte crise démocratique, **les villes doivent aussi réinventer leurs façons d'agir.**

PROBLÉMATIQUE

Dans cette étude nous cherchons à cerner :

- ▶ Quels sont les nouveaux **modes de gouvernance** qui émergent et dans quelle mesure facilitent-ils l'implication des citoyens dans les politiques de transition énergétique ?
- ▶ Comment les municipalités **adaptent leurs pratiques** pour faire face aux transformations actuelles de la société et quel en est l'impact sur les politiques de transition énergétique ?

CONTEXTE

Des transformations de la société

Les villes, comme toutes les institutions, doivent aujourd'hui faire face à de nombreux bouleversements de la société. Elles connaissent une baisse conséquente de leurs moyens financiers alors même que les domaines dans lesquelles elles sont sollicitées sont de plus en plus larges. Il leur faut donc trouver de nouveaux modes d'action pour pouvoir exercer l'ensemble de leurs compétences. Elles sont également dépassées par un certain nombre d'enjeux internationaux. On constate un déplacement du pouvoir, celui des institutions traditionnelles diminue au profit d'acteurs transnationaux qui tendent à rebattre les cartes du jeu (GAFA¹, multinationales, terrorisme etc.).

Enfin et surtout, elles font actuellement face à une véritable crise démocratique. Ce phénomène se traduit notamment par une crise de confiance sans précédent des citoyens à leur égard. Nombre d'entre eux ont le sentiment d'avoir été trahi, ou, du moins, de ne pas être écouté, le sentiment qu'il existe un décalage important entre ce que la population demande et ce que proposent les institutions.

1. GAFA : Google, Apple, Facebook, Amazon. Cette expression désigne les géants du web.

Face à une telle évolution, les méthodes descendantes traditionnelles se trouvent être de plus en plus inadaptées. Les individus, comme les institutions, recherchent de nouveaux modes de gouvernance qui situent « *le pouvoir dans un lieu d'échange à l'intersection de la sphère économique, la sphère publique et la sphère associative* ² ». Il s'agit donc de faire évoluer l'action publique en travaillant avec un plus large panel d'acteurs et en favorisant l'implication des citoyens dans la prise de décision.

Évolution des pratiques dans le domaine énergie-climat

Dans le domaine énergie-climat, ces phénomènes se traduisent par deux grandes tendances qui évoluent en parallèle :

1 Une implication directe des citoyens

Un certain nombre de citoyens, considérant que les institutions ne parviennent plus à répondre à leurs attentes, décident de se saisir eux-mêmes des questions énergie-climat. Ils s'impliquent directement dans la vie locale, par le biais de mouvements et d'initiatives citoyennes. Ces dynamiques regroupent des motivations et des ampleurs différentes. On peut néanmoins distinguer :

● ACTIONS PONCTUELLES

Elles visent le plus souvent à faire pression sur les institutions pour les inciter à légiférer en faveur d'une cause ou d'un projet précis. Il s'agit par exemple des pétitions émises par *Greenpeace* pour demander l'arrêt du nucléaire, ou encore des *Plastic Attack* nées à Keynsham en Angleterre lors desquelles des citoyens volontaires se rendent dans un supermarché et enlèvent tous les emballages plastiques inutiles après leur passage en caisse afin de dénoncer le suremballage.

● PROJETS CITOYENS

Certains citoyens décident d'aller plus loin, de porter eux même un projet précis et proposent ainsi des alternatives au système traditionnel. Citons par exemple les projets dans lesquels les citoyens se réapproprient la question énergétique : c'est le cas des coopératives citoyennes d'énergie.

● MOUVEMENTS CITOYENS

Des mouvements citoyens émergent également. Ceux-ci visent à réclamer plus de justice sociale et climatique, ils ont pour but de rassembler les individus autour de projets communs. De grands événements sont organisés afin de mettre en avant les alternatives. Il s'agit par exemple de mouvements comme *Alternatiba*. D'autres citoyens cherchent à proposer de nouveaux modèles sociétaux, nous pouvons citer le cas des *Transition Towns* de Rob Hopkins qui visent à encourager les initiatives locales, fondées sur une vision positive de l'avenir.

● DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Enfin d'autres mouvements ou personnes sont prêts à désobéir à la loi, estimant que certains projets légaux ne sont pas légitimes. Il s'agit d'intervenir directement dans le système politique et énergétique actuel pour faire entendre ses revendications. Il n'existe pas de définition officielle de la désobéissance civile, mais beaucoup se réfèrent à celle de John Rawls qui la caractérise comme un « *acte public, non violent, décidé en conscience mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement* ».

On trouve ainsi l'exemple emblématique français de la Zone d'Aménagement Différé de Notre-Dame-des-Landes, créée en 1974 pour y construire un aéroport, ou encore *Ende Gelände*, le plus grand mouvement de désobéissance civile d'Europe, lors duquel, une fois par an, des activistes venus du monde entier se réunissent pour protester contre la politique énergétique allemande en bloquant une mine de charbon.

2. Le concept de gouvernance de John Pitseys.

2 Une évolution du rôle des municipalités

Alors que la volonté des citoyens de s'impliquer directement dans l'action publique s'accroît, les villes cherchent en parallèle à faire participer davantage les habitants dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques. L'objectif principal est de pallier la crise démocratique en renforçant la capacité d'agir des individus, et donc, en leur transférant davantage de pouvoir. Pour cela, les villes cherchent à la fois à favoriser l'apparition de dynamiques collectives ainsi qu'à renforcer les capacités d'agir des pionniers. Cela se traduit par diverses actions permettant de valoriser et promouvoir l'engagement citoyen et la mise en réseau. Ainsi les villes ouvrent de nouveaux espaces de dialogue entre leurs services et les citoyens, ce qui permet de retisser des liens de confiance.

Le rôle de la collectivité locale évolue : traditionnellement porteuse de projets et en charge de l'ensemble des décisions, elle tend aujourd'hui à se placer plus en retrait, à s'inscrire davantage dans une posture d'accompagnatrice du changement.

Pour ce faire, en fonction de son contexte local, de son histoire et de ses ambitions, chaque ville adopte des méthodes différentes : création de laboratoires urbains, mise en place de politiques de démocratie participative, co-construction de projets municipaux avec les citoyens, élaboration des budgets municipaux avec les habitants, développement de partenariats multi-acteurs, etc.

C'est sur ces dynamiques sociales que nous avons choisi de focaliser notre étude.

MÉTHODOLOGIE

Pour réaliser cette étude, nous avons identifié des villes mettant en place des initiatives participatives pionnières. L'objectif était de mettre en avant des pratiques innovantes afin d'appréhender l'évolution du rôle des villes et les modifications des jeux d'acteurs. De même, nous cherchions à comprendre quelles implications ont ces nouvelles pratiques sur les politiques de transition énergétique et les enseignements qu'il est possible d'en tirer.

Nous nous sommes attachés à étudier des exemples possédant un potentiel de transférabilité dans un contexte européen.

Ce travail s'appuie sur des recherches documentaires ainsi que sur des entretiens téléphoniques.

Pour chaque cas, nous avons étudié le contexte local dans lequel s'inscrit l'initiative, ses particularités ainsi que son potentiel de reproductibilité. Nous avons également mis chaque initiative en perspective avec d'autres exemples européens.

CAS ÉTUDIÉS

Trois villes sont étudiées en détail :

- **Cadix** (Espagne)
- **Grenoble** (France)
- **Maastricht** (Pays-Bas)
- **Brest** (France)
- **Münster** (Allemagne)
- **Charlotte** (Caroline du Nord, États-Unis)
- et **Bologne** (Italie)

Des prolongements sont proposés pour les villes de :

- **Reykjavic** (Islande)
- **Barcelone** (Espagne)
- **Viladecans** (Espagne)
- **Louvain** (Belgique)
- **Leeds** (Angleterre)
- **Amersfoort** (Pays-bas)
- **Polotsk** (Biélorussie)
- **Pazin** (Croatie)
- **Anvers** (Belgique)
- **Cascais** (Portugal)
- **Guadalajara** (Mexique)
- **Gdansk** (Pologne)
- et **8 villes Living streets**.

CADIX, EN LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

— Espagne



Points clés

En 2015, alors que la ville se trouve dans une situation complexe, une nouvelle municipalité arrive au pouvoir et enclenche des changements considérables.

Trois ans plus tard, la Ville implique un nombre considérable d'acteurs de son territoire dans sa transition énergétique et permet ainsi la mise en œuvre de réelles avancées. La lutte contre la précarité énergétique est considérée comme l'une des priorités de ce mandat et, grâce à un travail coopératif entre la mairie, les citoyens et la compagnie électrique de la ville, un tarif social pour l'énergie est en train de voir le jour. Cadix est la première ville espagnole à travailler concrètement à l'instauration d'une telle mesure.

Eléctrica de Cádiz, la compagnie historique de la ville, distribue aujourd'hui de l'électricité 100% renouvelable et couvre une très grande partie des besoins des habitants et de la municipalité. Si cette conversion a pu se faire aussi rapidement c'est également grâce à la mise en synergie des différents acteurs.

Toutes ces actions en faveur d'une transition énergétique démocratique rendent la ville de plus en plus attractive et favorisent notamment la création d'emplois verts.



UN POTENTIEL NON-EXPLOITÉ PENDANT DES ANNÉES

En mai 2015, alors que la ville était depuis 20 ans aux mains du *Partido Popular*³, une coalition de deux candidatures citoyennes, *Por Cádiz sí se puede*⁴ et *Ganar Cádiz*⁵, remporte les élections municipales.

La situation de Cadix est complexe et contrastée. Alors que la crise économique dure depuis près de 8 ans, que la dette de la ville avoisine 275 millions d'euros et que le taux de chômage est l'un des plus élevés de l'Union Européenne, la ville doit également faire face à une très forte crise démographique. Elle qui comptait 160 000 habitants dans les années 80, n'en compte plus que 120 000 en 2017.

La ville possède pourtant de nombreux atouts, mais ceux-ci sont peu exploités. À Cadix se trouve la plus grande entreprise énergétique semi-publique d'Espagne : *Eléctrica de Cádiz*. La ville la possède à 55 %, les parts restantes étant détenues par *Unicaja* (banque espagnole) et *Endesa* (entreprise énergétique leader en Espagne). Avec plus de 3 000 heures de soleil par an, Cadix est également l'une des villes les plus ensoleillées de l'Union Européenne. Cependant, seul 0,001 % de son énergie est d'origine solaire. Enfin, la ville possède un port et des chantiers navals importants et bénéficie d'une très bonne image touristique.

Du point de vue de sa politique énergétique, la ville a signé en 2009 la *Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie*⁶ et s'est ainsi engagée à baisser de 21% ses émissions de CO₂ à l'horizon 2020. Cependant, aucune mesure n'a été mise en place en ce sens lors de la rédaction du Plan d'Action de 2013. Le gaspillage énergétique est considérable et la population n'est pas très sensibilisée aux questions énergétiques. Enfin, comme partout en Espagne, le taux de précarité énergétique est très élevé (11 % au niveau national en 2018) alors que les marges des compagnies électriques sont parmi les plus élevées d'Europe.

La nouvelle municipalité fixe alors l'objectif de s'appuyer sur les ressources locales pour promouvoir la transition énergétique et reconstruire le tissu social et économique de la ville. La transition devra être démocratique, afin de porter la discussion sur le modèle énergétique de la ville dans la sphère publique, à la fois dans et hors des institutions.



Naissance des plateformes citoyennes en Espagne

Pour comprendre l'émergence de cette double coalition à Cadix, il est nécessaire de remonter aux origines du mouvement des *Indignés*.

En 2011, au Portugal, des milliers de personnes descendent dans la rue et défilent dans tout le pays pour protester contre l'austérité. Le mouvement sera nommé *12M*⁷. Ce mouvement se répand et prend une ampleur particulière en Espagne. Le 15 mai 2011, sur fond de crise économique importante (le taux de chômage des jeunes avoisine 40 %) des centaines de milliers de personnes se rassemblent sur les places espagnoles pour protester contre la corruption des deux principaux partis. Ce mouvement sera souvent nommé les *Indignés*⁸ ou *15M*⁹.

Les citoyens mettent en place un véritable blocage institutionnel. Ce mouvement permet à des milliers de personnes de prendre conscience de leur pouvoir citoyen. En 2014, un nouveau parti, *Podemos*, est créé en Espagne. L'objectif est de transformer la mobilisation sociale du mouvement des Indignés en processus électoral participatif, en vue des élections européennes de 2014. *Podemos* cherche à opposer des idées de gauches aux politiques d'austérité menées par l'Union Européenne, en réponse à la crise économique.

Un an plus tard, en 2015, à l'approche des élections municipales, des plateformes citoyennes sont créées. Elles se revendiquent du mouvement des Indignés, et proposent de nouveaux modèles de gouvernance, à l'échelle locale, sous le contrôle des citoyens, le tout de façon transparente et participative. Il s'agit de mettre en place des politiques « justes, redistributives et durables » afin de faire face à cette double crise.

Parmi les plus connus, on trouve le mouvement *Barcelona en Comu* (Barcelone en Commun) issu de la plateforme citoyenne *Guanyem* (Gagnons) et le mouvement *Ahora Madrid* (Maintenant Madrid).

3. Le parti conservateur (PP)

4. Traduction : For Cadiz, yes we can

5. Traduction : Win Cadiz

6. La *Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie* a été créée en 2008 et vise à rassembler les collectivités locales qui se sont volontairement engagées à atteindre, voire dépasser les objectifs climatiques et énergétiques de l'UE. On compte 7 000 collectivités locales et régionales signataires, réparties dans 57 pays.

7. L'expression 12 M fait référence au 12 mars 2011, date à laquelle 400 000 personnes s'étaient emparées des rues portugaises.

8. L'expression fait référence au livre de Stéphane Hessel « Indignez-vous ! ».

9. L'expression fait référence à la première grande manifestation à Madrid sur la Puerta del Sol le 15 mai 2011.

ENCLANCHER UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DÉMOCRATIQUE POUR RECONSTRUIRE LE TISSU SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

La nouvelle coalition formée de *Por Cádiz sí se puede* et *Ganar Cádiz* fixe trois axes principaux dans lesquels doit se décliner la transition énergétique démocratique :

- Mettre en place une démarche sobriété-efficacité-renouvelable dans les bâtiments publics
- Lutter contre la précarité énergétique
- Développer les emplois en lien avec la transition énergétique

1 Repenser la consommation énergétique municipale

DIAGNOSTIC INTERNE

Une des premières actions mises en place par le nouveau gouvernement a été de réaliser un bilan énergétique, interne à la municipalité, qui a révélé :

- ▶ une absence de suivi de la consommation énergétique municipale conduisant à un fort gaspillage ;
- ▶ une gestion défaillante des infrastructures municipales, due notamment à un mauvais entretien ainsi qu'à l'absence d'investissement ;
- ▶ un manque de connaissances des agents municipaux et des élus sur les questions énergétiques ;
- ▶ un manque de ressources humaines et technologiques pour la mise en place d'une gestion efficace de l'énergie.

Suite à ces constats, la municipalité décide de reprendre le contrôle de sa consommation énergétique. Pour cela, le *groupe de travail pour la transition énergétique à Cadix* (MTEC¹⁰) est lancé en 2015.

DIAGNOSTIC EXTERNE

Suite aux résultats du bilan énergétique interne, le MTEC décide de réaliser une seconde enquête (*the social Pulse on Energy*). L'objectif est cette fois de cerner dans quelle mesure les habitants comprennent, ou non, leur facture énergétique et aussi de recueillir leur avis sur la politique énergétique de la municipalité. C'est la première enquête de ce type réalisée en Espagne. Elle a été imaginée par les membres du MTEC et a consisté en 450 entretiens en face à face.

Les résultats :

- ▶ 70 % des personnes interrogées disent ne pas comprendre leur facture énergétique ;
- ▶ 30 % des individus disent la comprendre, cependant après quelques questions basiques de vérification il s'avère qu'une large part d'entre eux ne la comprend pas vraiment ;
- ▶ 9 personnes sur 10 ont eu du mal à distinguer les énergies renouvelables des énergies fossiles ;
- ▶ 92 % des personnes aimeraient néanmoins que la majeure partie de l'énergie de la ville soit renouvelable.

Les mesures identifiées comme prioritaires par les habitants :

- ▶ remplacement des lampes d'éclairage public par des LED ;
- ▶ mise en place de campagnes de formation / sensibilisation sur les économies d'énergie ;
- ▶ ajustement du calendrier des systèmes d'éclairage public (extinction des lumières la nuit) ;
- ▶ passage à l'électricité renouvelable dans les bâtiments.

10. MTEC : Mesa de Transición Energética de Cádiz

ÉLECTRICITÉ 100 % RENOUELABLE

Eléctrica de Cádiz est la compagnie électrique historique de Cadix. Il s'agit d'un distributeur d'énergie détenu à 55 % par la Ville, le reste appartient à *Endesa* et *Unicaja*. Après avoir étudié les résultats des deux enquêtes ainsi que les travaux du MTEC, il a été décidé qu'*Eléctrica de Cádiz* ne fournirait plus que de l'électricité renouvelable.

Depuis 2017, la compagnie approvisionne tous les bâtiments municipaux et 80 % des logements de la ville en électricité verte. Elle a également réussi à remporter des contrats dans deux autres villes espagnoles voisines qui étaient précédemment aux mains des grandes compagnies nationales.

Cela représente 62 000 clients et une consommation de 195 000 MWh par an, ce qui fait d'*Eléctrica de Cádiz* le plus grand distributeur d'électricité verte en Espagne (en fonction du nombre d'utilisateurs). Cette conversion s'est faite sans provoquer de hausse de prix pour les consommateurs finaux. D'après le président d'*Eléctrica de Cádiz*, la conversion au 100 % ENR permet d'éviter la production de 58 500 tonnes de CO₂ et de 93 grammes de déchets radioactifs par an.

La compagnie se fixe aujourd'hui deux nouveaux objectifs :

- développer le solaire pour profiter du très grand potentiel de la ville et produire localement l'électricité nécessaire à son approvisionnement ;
- promouvoir les économies d'énergie dans les bâtiments municipaux afin que la ville adopte un comportement énergétique exemplaire.



Contexte énergétique espagnol

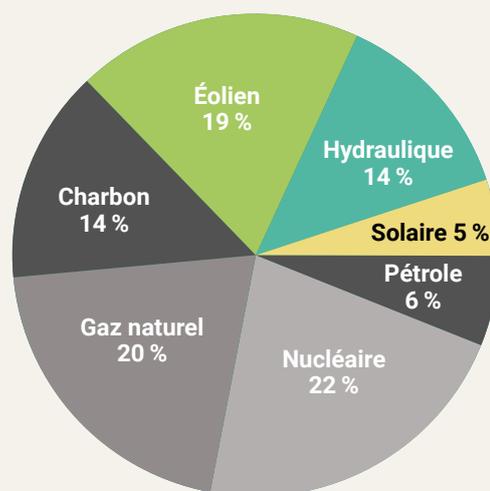
Le passage à une électricité 100% renouvelable pour cette compagnie semi-publique est d'autant plus remarquable que la législation espagnole favorise la domination de grandes entreprises énergétiques et tend à décourager l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. L'Espagne est connue pour avoir une des réglementations les plus sévères au monde en termes d'autoconsommation et d'autoproduction d'énergie renouvelable.

De plus, suite à des poursuites engagées entre 2008 et 2013 par des investisseurs internationaux contre l'État espagnol, 60 000 familles ont perdu l'épargne qu'elles avaient investie dans les énergies renouvelables. Ceci a créé une certaine insécurité juridique sans précédent dans le pays, pour les citoyens, les investisseurs et les compagnies d'électricité. Cela a également conduit à la perte de 30 000 emplois dans le secteur des ENR.

Cependant, cette transition a été facilitée par un mix électrique dans lequel les ENR occupent une place relativement importante.

Alors que 36 % de l'électricité était renouvelable en 2016, *Red Eléctrica de España* (REE, compagnie électrique espagnole) a annoncé que 45,8 % de l'électricité consommée en Espagne au premier semestre 2018 était renouvelable ¹¹. Cette hausse est due au développement des énergies renouvelables en Espagne ainsi qu'aux conditions météorologiques optimales en ce début d'année.

Mix énergétique espagnol (2016)



11. <http://www.ree.es/en/press-office/press-release/2018/07/wind-power-leading-source-electricity-generation-january-june-2018>

2 Démocratiser l'accès à l'énergie

IMAGINER UN TARIF SOCIAL DE L'ÉNERGIE

Les deux enquêtes ont permis d'identifier un problème majeur à Cadix : le très fort taux de précarité énergétique.

Depuis plusieurs années, de nombreux citoyens et mouvements réclamaient la mise en place d'un tarif spécial de l'énergie pour les familles les plus démunies. En octobre 2015, le conseil municipal approuve cette décision et crée un second groupe de travail, la MCPE ¹² (Table ronde pour la lutte contre la précarité énergétique) pour déterminer les modalités de mise en œuvre de ce tarif.

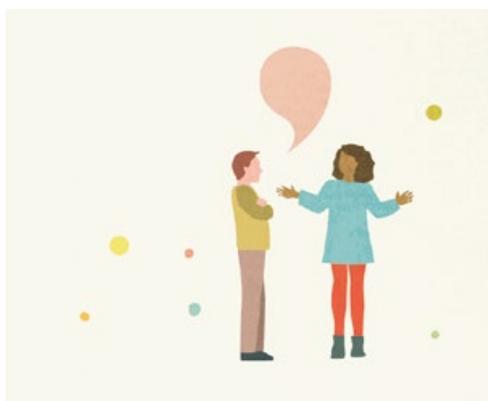
Comme pour la MTEC, la MCPE est permanente et fonctionne de façon horizontale, par consensus. **Elle regroupe des :**

- citoyens ;
- organisations de défense des droits de l'Homme qui demandaient son adoption depuis des années (associations qui aident les familles en difficulté à payer leurs factures : *Caritas, Croix Rouge* etc.) ;
- membres du département des affaires sociales ;
- représentants politiques de tous les partis (sauf du parti populaire)
- salariés d'*Eléctrica de Cádiz* ;
- personnes en situation de précarité énergétique.

ÉLABORER LA PROPOSITION

Le tarif a été imaginé par le MCPE. Alors que le tarif social national correspond à une réduction de 25 % de la facture énergétique, le MCPE a décidé que celui de Cadix prendrait la forme d'un tarif réduit pour permettre à chaque famille d'avoir une vie décente. Une étude a donc été réalisée pour déterminer les besoins énergétiques des familles les plus vulnérables. Celle-ci a été réalisée par le collège technique des ingénieurs et a intégré les suggestions d'un certain nombre de rapports techniques et juridiques. Le dispositif serait financé à 50 % par l'entreprise et à 50 % par le conseil municipal.

La participation à une formation sur l'efficacité énergétique a été définie comme prérequis pour bénéficier de cette subvention.



La proposition a ensuite été soumise au vote des directeurs d'*Eléctrica de Cádiz*. À cette époque, malgré opposition du *Partido Popular* et d'*Endesa, Eléctrica de Cádiz*, la municipalité et le MCPE ont travaillé ensemble pour permettre la mise en place de ce tarif spécial. C'est la première fois qu'un tel tarif est imaginé en Espagne.

Ainsi, une famille de 4 personnes en situation de précarité énergétique (2 adultes et 2 enfants) devrait avoir droit à :

- 28,50 € de réduction (contre 12,95 € avec le programme national)
- Une aide pour comprendre les spécificités de sa facture
- Une formation pour comprendre comment utiliser mieux et moins d'énergie

Au final, elle pourrait voir sa facture énergétique baisser jusqu'à 80 %.

Dans les derniers six mois, 800 familles ont reçu une aide directe.



Pourquoi mettre en place un tarif social à Cadix, alors qu'il en existe déjà un au niveau national ?

En Espagne, il est possible de bénéficier, sous condition de ressources, d'une réduction de 25 % de sa facture énergétique.

Pourtant, entre 2009 et 2017, 80 % des familles de Cadix n'étaient pas éligibles au tarif social national. Celui-ci ne concerne en effet que certaines compagnies privées, telles qu'*Endesa* et *Iberdrola*. Or, la majorité des habitants de Cadix se fournissent auprès d'*Eléctrica de Cádiz*, la compagnie historique.

Ce nouveau tarif a ainsi vocation à s'appliquer aux citoyens se fournissant auprès d'*Eléctrica de Cádiz*, il concernerait environ 2 000 familles par an.

12. MCPE : Mesa contra la Pobreza Energética



Contraintes juridiques

Contrairement aux entreprises nationales qui peuvent traduire le tarif social en une baisse de leur tarif (car elles bénéficient d'une convention), il est légalement impossible pour *Eléctrica de Cádiz* de modifier ses tarifs. L'aide se matérialisera donc sous la forme d'un don volontaire des bénéficiaires, un peu comme un chèque énergie. Aujourd'hui, le tarif a été approuvé par la municipalité, il reste cependant quelques barrières réglementaires à franchir.

ACTIONS COMPLÉMENTAIRES

En plus du tarif social, la Ville et le MCPE ont mis en place – en collaboration avec la compagnie d'électricité locale – un programme d'urgence contre la précarité énergétique sur une période de 6-9 mois qui s'est décliné en plusieurs actions très encourageantes :

- des formations à destination de 15 nouveaux conseillers énergie habitat / entreprise – moitié d'entre eux travaillent désormais pour la Ville à conseiller, former et accompagner les familles en situation de précarité énergétique ;
- l'optimisation de contrats énergétiques pour 782 familles (soit de 20 % à 50 % d'économie sur les factures énergétiques) ;
- 110 ateliers d'éducation à l'énergie : 1 400 habitants y ont participé
- 180 familles conseillées à domicile
- une semaine de la culture énergétique (ateliers, débats, conférences)
- 8 chômeurs formés pour devenir conseiller énergie

Actuellement, la Ville et le MTEC travaillent au développement d'une campagne « **d'alphabétisation** » **énergétique populaire**. Chaque semaine, les participants du MTEC se rendent dans un quartier pour animer des débats sur les économies d'énergie, en collaboration avec d'autres acteurs locaux (ONG, associations de quartier, groupes de femmes etc.). L'objectif est non seulement d'aider les participants à économiser de l'argent (baisse des factures), mais également de développer une culture de la consommation d'énergie socialement et écologiquement responsable, tout en encourageant les citoyens à être acteurs de la transition énergétique.

L'ensemble de ces actions a vocation à inciter les individus à remettre en cause le modèle énergétique traditionnel.

D'ici 2019, le gouvernement prévoit également d'élaborer une feuille de route pour l'énergie durable à Cadix, et ce grâce à un processus participatif.

3 Développer les emplois verts

En octobre 2017, l'entreprise Torrot a annoncé sa décision d'ouvrir une usine de production de vélos électriques à Cadix afin de bénéficier de l'électricité 100 % renouvelable proposée par *Eléctrica de Cádiz*. L'investissement représente un montant de 12 millions d'euros. La production devrait démarrer fin 2018 et permettre dans un premier temps la création de 100 emplois, puis de 100 supplémentaires par la suite (emplois directs et indirects). Sachant que le taux de chômage est très élevé, cela représente un signal positif pour la ville.

ZOOM : Cadix avance en réseau, avec d'autres villes « engagées »

1

Les « Villes pour une transition énergétique juste et démocratique »

Cadix fait partie d'un groupe de cinq villes pionnières en Espagne, aux côtés de Saragosse, Pampelune, Madrid et Barcelone. Elles sont dirigées par des plateformes citoyennes arrivées au pouvoir en 2015 et travaillent ensemble sur les questions énergétiques. **Leur postulat est triple :**

- le modèle énergétique actuel, basé sur les énergies fossiles et sur l'énergie nucléaire, est dangereux pour la planète et ses habitants ;
- il est urgent d'enclencher une transition énergétique qui soit juste et démocratique : les citoyens doivent être au centre des démarches et participer activement aux changements ;
- les villes ont un rôle très important à jouer dans ces démarches.

Ces villes ont mis en place des démarches plus ou moins semblables : elles achètent de l'électricité 100 % renouvelable, combattent la précarité énergétique, encouragent l'auto consommation et l'autoproduction d'électricité, valorisent les économies d'énergie et l'efficacité énergétique.

Elles se désignent comme les villes pour une transition énergétique juste et démocratique. Le 26 juin 2018, elles publiaient un communiqué ¹³ commun pour présenter leurs projets, demander une évolution du cadre réglementaire et inciter d'autres villes à les rejoindre.

2

Les Fearless Cities : « Democracy was born at local level, and that's where we can win it back » ¹⁴

En 2017, sur invitation de Barcelona en Comu ¹⁵, près de 700 personnes du monde entier (maires, élus et citoyens) se sont réunis à Barcelone lors du premier congrès des Fearless Cities. Cette initiative a été reconduite en 2018. L'objectif était de réunir les villes qui « se mobilisent pour défendre les droits de l'homme, la démocratie et le bien commun ».

Changements climatiques, question migratoire, droits des femmes ou discriminations, les thèmes abordés étaient nombreux, mais toujours avec le même objectif : démontrer le potentiel des villes pour résister à la haine et stimuler les transitions en construisant des réseaux mondiaux de solidarité entre les mairies et les citoyens.

Cet événement regroupe ainsi des villes appartenant au mouvement municipaliste (dont Cadix), avec Barcelone comme chef de file.

13. Communiqué disponible ici (espagnol) : <https://www.energias-renovables.com/ahorro/bcn-cadiz-madrid-pamplona-y-zgz-se-20180626>

Vidéo disponible ici (espagnol) : <https://www.youtube.com/watch?v=yqplr7chUZ8>

14. Fearless Cities : <http://2017.fearlesscities.com/about-fearless-cities/>

15. Plateforme citoyenne au pouvoir dans la Ville de Barcelone



Le municipalisme ¹⁶

À l'heure où les défis sociaux, économiques, écologiques et politiques s'entrecroisent, le mouvement municipaliste se caractérise par la conviction que les municipalités peuvent jouer un rôle central dans la transition vers de nouvelles formes de société qui soient libres, égalitaires, résilientes et démocratiques.

Le terme est ancien mais est remis au goût du jour dans les années 1980 par le militant et essayiste américain Murray Bookchin. Ce dernier prône le « municipalisme libertaire ». Il s'agit d'un système basé sur l'auto gestion, où les gouvernements municipaux se fédèrent entre eux pour éviter que le pouvoir ne se concentre dans les mains d'une seule personne. L'objectif est de permettre aux individus de se réapproprier les institutions pour refonder la démocratie.

Aujourd'hui, il existe deux grandes expériences municipalistes :

* Le municipalisme oriental

Il regroupe des expériences mises en place par les populations kurdes d'Irak, de Syrie, d'Iran et de Turquie.

Dans une région où l'État Islamique est très puissant et où la guerre civile ravage la Syrie, des expérimentations prônant l'autogestion et l'égalité femmes-hommes voient le jour. Des villes et villages essaient de se fédérer et d'organiser une lutte commune. Au départ indépendantiste, le mouvement prend désormais un virage municipaliste.

* Le municipalisme espagnol

Dans le prolongement du mouvement des Indignés, des plateformes citoyennes arrivent au pouvoir en 2015 dans certaines villes espagnoles. Elles mettent en avant la relocalisation de l'économie, la réappropriation de la gouvernance, la justice sociale etc. L'objectif est de créer des solidarités plutôt que des clivages et de créer du lien entre toutes les initiatives.

Né en Espagne et avec Barcelone comme chef de file, ce mouvement de villes s'internationalise, notamment par le biais du réseau des *Fearless Cities*.

➔ Pour plus d'informations

Sites internet

- Mairie de Cadix : http://institucional.cadiz.es/portada_2017
- Fearless Cities : <http://fearlesscities.com>

Articles

- Energy tables in Cádiz, Spain – The municipalist drive for a fair and participatory energy transition : <http://www.energy-democracy.net/?p=1121>
- Fighting energy poverty in Cádiz : <https://www.opendemocracy.net/tni/julio-camacho/tc-cadiz-energy-poverty>
- Eléctrica de Cádiz se convierte en la mayor comercializadora nacional por usuarios que vende "energía 100% renovable" : <https://www.diariobahiadecadiz.com/noticias/cadiz/electrica-de-cadiz-se-convierte-en-la-mayor-comercializadora-nacional-por-numero-de-usuarios-que-vende-energia-100-renovable>
- Cadiz's energy transition links environmental and social goals – Roundtable on the Energy Transition in Cádiz : <http://transformativecities.org/atlas-of-utopias/atlas-20>

16. Conférence « Les villes peuvent-elles changer le monde ? Le municipalisme, entre transition écologique et expérimentation démocratique » (2017), Jonathan Durand Folco. Accessible ici : <http://villededemain.grenoble.fr/kiosque-ville-de-demain-2111>

GRENOBLE, LABORATOIRE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

— France



Points clés

Depuis 2014, un maire écologiste portant de fortes ambitions énergétiques est à la tête de ville. Il œuvre à la transformation de Grenoble en véritable *Ville en Transition*, et ce de façon la plus démocratique possible.

Alors que certaines villes se focalisent sur le développement de quelques actions phares, Grenoble se place en laboratoire urbain et met en place un foisonnement d'initiatives en lien avec la transition démocratique. Il s'agit de favoriser à la fois l'émergence d'initiatives citoyennes, mais aussi l'implication d'un large spectre d'acteurs dans les actions portées par la municipalité.

L'objectif est de tester de nouvelles méthodes et approches au niveau de la ville afin de les voir essaimer à plus grande échelle. Pour cela, les agents municipaux témoignent de réelles capacités de remise en question et d'adaptabilité leur permettant de réinventer continuellement la *Ville en Transition*.

UNE CULTURE DÉMOCRATIQUE FORTE

De tradition socialiste, la Ville de Grenoble a toujours été le terreau d'expérimentations démocratiques et associatives variées. Elle a acquis une renommée importante à ce sujet pendant les 30 Glorieuses, alors qu'elle était, aux mains d'Hubert Dubedout ¹⁷. De nombreux articles font référence à cette époque comme le « *mythe grenoblois* », en raison des multiples innovations scientifiques, technologiques mais surtout politiques qui ont été expérimentées. De grands travaux d'urbanisme et des politiques de mixité sociale sont alors mis en œuvre, l'objectif étant de favoriser l'apparition d'une démocratie plus participative : développement des unions de quartier, travail étroit avec les associations afin de dynamiser la vie municipale (essentiellement dans le domaine culturel). Les associations sont également sollicitées pour gérer des équipements et collaborer à la réalisation de grands projets. Selon Jonathan Durand Folco ¹⁸, les expérimentations menées par la Ville à cette époque s'inscrivent dans le mouvement municipaliste ¹⁹.

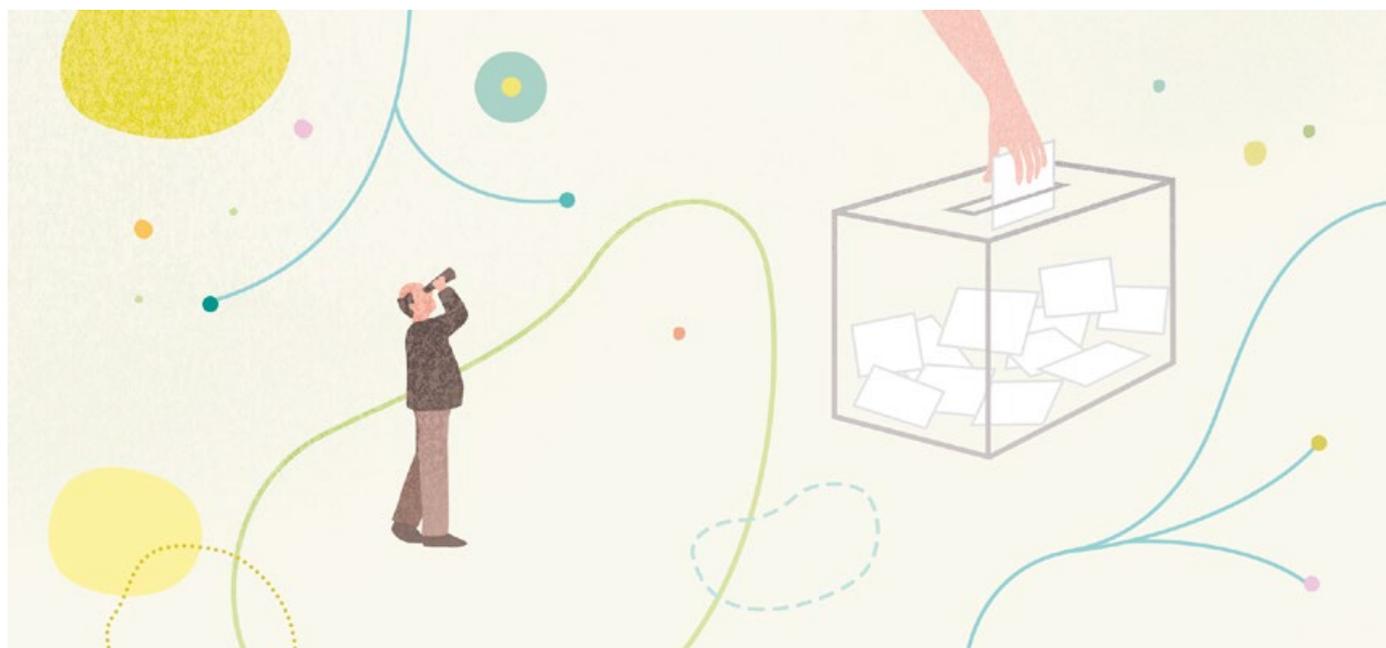
Trente ans plus tard, à l'issue des élections municipales de 2014, remportées par le *Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes* (EELV, PG et alliés), Éric Piolle devient le premier maire écologiste français d'une ville de plus de 100 000 habitants. Les ambitions écologiques et démocratiques portées par la nouvelle municipalité sont fortes et s'inscrivent dans la lignée des actions menées par Hubert Dubedout. L'objectif est de favoriser l'apparition de la *Ville en Transition*.

Le concept de transition regroupe à Grenoble quatre réalités et doit être compris dans ses dimensions : sociale, économique, environnementale et démocratique.

Du 8 au 16 mars 2019, la Ville organisera pour la seconde fois la *Biennale des Villes en Transition*, visant à encourager les quatre transitions, et plus particulièrement l'axe démocratique. Cette même semaine, les *Rencontres Nationales de la participation* auront également lieu à Grenoble, les 11, 12 et 13 mars ²⁰. La thématique retenue cette année est « l'innovation démocratique au service des territoires ».

La notion de transition démocratique repose sur l'idée que la démocratie ne peut pas vivre seulement lors des élections municipales, soit une fois tous les 6 ans. Il s'agit alors de trouver d'autres manières de faire intervenir les citoyens dans l'action publique pour faire exister la démocratie entre deux échéances municipales et refonder l'action municipale.

L'objectif est donc double, renforcer le pouvoir d'action des habitants pour favoriser l'émergence de projets nouveaux et être plus en phase avec leurs attentes, mais également améliorer et enrichir l'action publique.



17. Socialiste, maire de Grenoble entre 1965 et 1983.

18. Docteur en philosophie de l'Université Laval et professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul d'Ottawa, il est notamment auteur d'une thèse intitulée « L'écologie politique de la ville : vers une démocratie urbaine, délibérative et écologique » et d'un essai, « À nous la ville ! Traité de municipalisme ».

19. Pour plus d'informations sur le mouvement municipaliste : cf fiche Cadix.

20. <http://www.rencontres-participation.fr/page/64926-accueil20>

Faire de Grenoble un véritable laboratoire urbain

Face aux enjeux climatiques et énergétiques actuels, la Ville de Grenoble met en place différents outils afin d'enclencher la transition environnementale. Afin de rendre celle-ci la plus démocratique possible, la municipalité teste différentes approches pour impliquer les citoyens et les différentes parties prenantes.

1 Soutenir les initiatives citoyennes

En premier lieu, la Ville cherche à soutenir les initiatives citoyennes. L'objectif est de valoriser, soutenir et accompagner les projets, en accord avec les ambitions de la Ville, portés par les citoyens. La démarche principale s'intitule « Grenoble, ville citoyenne ». Elle vise à favoriser la transition démocratique. Elle a pour objectif d'ouvrir des espaces de démocratie locale aux citoyens, de leur laisser de la place pour s'exprimer librement, sans les guider sur un sujet spécifique. Pour cela, la Ville a mis en place trois outils principaux qui sont :

LE BUDGET PARTICIPATIF

Il s'agit d'un dispositif permettant aux résidents grenoblois (dès 16 ans) de décider de l'affectation d'une partie du budget d'investissement de la Ville, sur la base de projets proposés par les citoyens. Les projets sont soumis au vote des habitants et étudiés par la Ville, ceux remportant le plus de suffrage seront réalisés. Le budget participatif représente une enveloppe de 800 000 € / an. Le Forum des idées, journée au cours de laquelle les habitants peuvent échanger avec les personnes portant un projet dans le cadre du budget participatif et voter pour leur proposition favorite, a réuni en avril 2018 un total de 1 123 participants, soit 310 de plus qu'en 2017.

LES CONSEILS CITOYENS INDÉPENDANTS

Ce sont des groupes de citoyens réunissant jusqu'à 20 habitants volontaires et 20 habitants tirés au sort, parmi les résidents de plus de 16 ans. Ils ont comme objectif d'initier des projets économiques, de coanimer le débat public, de mener des actions de solidarité. Ils peuvent interpellier la Ville par des questions ouvertes lors du conseil municipal.

L'INTERPELLATION ET LA VOTATION D'INITIATIVE CITOYENNE

Il s'agit de la possibilité donnée aux résidents grenoblois de plus de 16 ans d'interpeller le Conseil Municipal par le biais d'une pétition. Si celle-ci reçoit plus de 2 000 signatures, elle doit être automatiquement débattue. Toute pétition n'ayant pas été retenue par le Maire doit être portée à l'avis des citoyens dans le cadre d'une votation citoyenne organisée au moins une fois par an. Si celle-ci reçoit 20 000 votes elle sera automatiquement mise en œuvre.



Contraintes juridiques

Le 24 mai 2018, le tribunal administratif de Grenoble a rendu un arrêt – à la demande du Préfet de l'Isère – annulant le dispositif d'interpellation et de votation citoyenne. La Ville de Grenoble a fait appel de cette décision. Alors que les citoyens demandent davantage de démocratie et de pouvoir de décision, certaines villes prêtes à tenter des expérimentations voient leurs dispositifs annulés. Au-delà des problématiques propres à la transition énergétique, les initiatives de démocratie participative mises en place questionnent plus largement les pratiques.

Dans ce contexte, une quarantaine de personnes, dont le maire de Grenoble, ou encore les adjoints aux maires de Rennes, Nantes, Paris et Metz ont signé une tribune dans Libération le 1^{er} juin 2018²¹ visant à réclamer un droit d'expérimentation pour favoriser la démocratie locale.

21. http://www.liberation.fr/debats/2018/06/01/donnons-aux-citoyens-le-droit-d-interpellation_1655882

22. Entretien avec Pierre-Loïc Chambon, le 29 juin 2018

Il n'est dans ces dispositifs pas question de guider les thèmes qui seront soulevés par les citoyens. La transition énergétique n'apparaît pas comme un prérequis. Pourtant, il s'avère qu'un certain nombre de projets proposés portent sur la transition écologique et énergétique. D'après Pierre-Loïc Chambon, directeur de projet démocratie participative à Grenoble, le budget participatif est ainsi un « bon baromètre pour voir les sujets qui intéressent les citoyens »²².

Parmi les nombreux projets proposés par les citoyens lors du budget participatif 2018, un certain nombre d'entre eux touchent à la transition énergétique. C'est par exemple le cas de celui portant sur les cool roofs (peintures réfléchissantes pour isolation thermique). De même, certains conseils de quartier ont souhaité travailler sur le thème des îlots de chaleur.

Ces projets témoignent à la fois de l'intérêt envers les questions énergétiques, mais également d'une certaine culture vis-à-vis de ces questions : les citoyens sont renseignés, lisent des publications, ont des connaissances techniques, sont engagés ...

Par ailleurs, **la Ville de Grenoble soutient, autant que possible, et valorise les initiatives locales**. C'est par exemple le cas des actions portées par *Energ'Y Citoyennes*, projet coopératif d'investissement citoyen dans l'énergie solaire sur le territoire grenoblois. À son lancement en 2016, la municipalité et la métropole ont choisi de soutenir le projet en achetant des parts

dans la société (sans pour autant devenir actionnaires majoritaires) et en mettant à disposition des toitures de bâtiments municipaux.

De même, Grenoble cherche à valoriser l'action des citoyens qui s'engagent dans des initiatives démocratiques. Un **certificat d'action citoyenne** a été instauré par Sciences Po Grenoble en partenariat avec la Ville. Il s'agit d'une reconnaissance universitaire des compétences acquises par les citoyens lors de leur implication citoyenne. La formation est composée d'enseignements théoriques (journée socle, modules, conférences, lecture d'ouvrages) ainsi que d'un module de valorisation de l'engagement citoyen (centré sur la conduite de projet). Après une première année d'expérimentation avec une dizaine de citoyens volontaires issus des conseils citoyens indépendants, la Ville a souhaité pérenniser ce dispositif et l'ouvrir plus largement à l'ensemble des membres des instances citoyennes grenobloises (conseils citoyens indépendants, unions de quartier, tables de quartier) ainsi qu'aux membres les plus impliqués (bureau) dans le fonctionnement des associations grenobloises. La deuxième promotion a démarré en novembre 2018. L'essentiel du coût de cette formation est couvert par la Ville²³.

Enfin, en lien avec le CNFPT²⁴, la Ville forme chaque année 15 agents municipaux à la démocratie participative afin de permettre un meilleur accompagnement des dynamiques.

2 Impliquer les citoyens dans les actions municipales

En parallèle du soutien accordé aux initiatives locales, la Ville de Grenoble cherche également à impliquer les différents acteurs du territoire dans ses propres actions.

En 2016, elle a ainsi lancé une plateforme nommée « **Grenoble, ville de demain** ». Composée de différents outils, celle-ci cherche à répondre à la question « *Comment fait-on la ville en transition ?* ». L'objectif est de lancer une dynamique s'incarnant à la fois par des rendez-vous ainsi que par une communauté. Contrairement aux initiatives précédentes, les actions ici ne sont pas guidées par les citoyens mais imaginées par la municipalité qui tente d'y investir les différents acteurs.

Les thématiques traitées sont des thématiques nouvelles mais aussi des plus anciennes qui ne peuvent être gérées par les services classiques de la Ville. Elles requièrent de nouvelles méthodes, il s'agit ainsi de travailler de façon collaborative et de re-questionner le schéma classique de la subvention en associant des partenaires à géométrie variable, notamment : la Ville de Grenoble, des partenaires locaux historiques tel GEG²⁵, des acteurs externes qu'ils soient académiques (Université, Grenoble École de Management etc.) ou économiques (volonté de développer davantage de partenariats avec ces derniers).

La plateforme regroupe aujourd'hui une équipe de quatre personnes. Aucune n'est dédiée à plein temps à son animation. Parmi les outils et actions mises en place, aucun n'est spécifiquement dédié à la transition énergétique, hormis le programme *City-zen*. Pour les autres, il s'agit de traiter la transition énergétique de façon transversale.

Cette plateforme témoigne d'une réelle volonté de tester de nouvelles méthodes et de faire évoluer les pratiques, pour cela une échelle restreinte permet de garder de la maîtrise sur les actions et une certaine flexibilité. Elle résulte d'une commande politique forte de la Ville de Grenoble qui voulait pouvoir faire évoluer ses pratiques en interne en bénéficiant des retours de cette plateforme. Pour toutes ces raisons, il a été décidé que la plateforme resterait à l'échelle municipale mais avec l'espoir que les différentes réalisations puissent permettre d'essaimer à plus grande échelle.

25. GEG : Gaz Électricité de Grenoble. Il s'agit d'une société d'économie mixte locale qui produit des énergies renouvelables, exploite des réseaux de distribution de gaz et d'électricité, vend de l'électricité, du gaz, de la chaleur, et propose des services d'éclairage. La Ville de Grenoble est actionnaire majoritaire, et Vincent Fristot (adjoint Urbanisme, Logement Habitat et Transition Énergétique) en est le Président.

CITY-ZEN

Un projet européen emblématique



Lancé en 2014, **City-zen** est un projet européen associant les villes d'Amsterdam (Pays-Bas) et Grenoble pour développer des innovations de la « ville intelligente et durable » en matière de rénovation énergétique des logements, de réseaux de chaleur et de froid ainsi que de Smart Grid. La particularité de ce projet est la volonté de chercher à impliquer tous les acteurs dans le processus, qu'ils soient publics, économiques, industriels, privés ou citoyens.

Dans ce projet, la participation citoyenne est pensée selon trois axes.

1. Rénovation thermique des habitations

Il s'agit de mettre en place des ateliers et animations afin de travailler avec toutes les parties prenantes sur les questions de rénovations thermiques des habitations. L'accompagnement porte sur les bailleurs sociaux, les copropriétés et les habitants.

2. Suivi de la consommation énergétique

La Ville de Grenoble participe au défi « École à énergie positive ». Le projet *City-zen* permet, avec quelques écoles, d'aller plus loin en proposant une instrumentation. Les écoliers suivent la consommation de leur classe et un travail est instauré dans la durée, associant les enseignants, les écoliers, des techniciens de la Ville etc.

Cette instrumentation a concerné une école en 2016-2017 et quatre écoles en 2017-2018. La première année, les retours ont été très positifs, les enfants s'approprièrent très bien le défi, la sensibilisation était très forte, d'autant plus que les écoles permettent de brasser différentes couches de la population. Un des objectifs du défi était la diffusion des bonnes pratiques dans les familles.

L'engouement a été moins marqué la deuxième année ; la question se pose de savoir si le dispositif (la partie instrumentation) sera reconduit pour la rentrée 2018 ²⁶.

3. Prise en main de nouveaux outils

La métropole a récemment lancé une plateforme numérique, *Méto Énergie* ²⁷, permettant à chaque citoyen de consulter ses consommations de gaz, électricité, chauffage urbain et eau, de bénéficier de conseils et informations pour inciter les utilisateurs à consommer moins et mieux et de réduire leur facture énergétique.

Cette plateforme est en phase d'expérimentation dans un quartier de Grenoble (La Tronche). Elle est développée et soutenue par de nombreux acteurs du territoire (GEG, ALEC, projet *City-zen* etc.), l'objectif étant de sensibiliser par le biais d'ateliers, de défis, d'informations ludiques, de comparaisons etc.

LA FABRIQUE

Concertation



Afin d'impliquer différemment, des « Fabriques » ont été mises en place autour de thématiques spécifiques. Chaque fabrique regroupe, pendant trois heures, une quarantaine de personnes issues du monde de la recherche, d'institutions, de la société civile et du monde économique, avec l'objectif d'énoncer des pistes de travail pour le territoire grenoblois. Les îlots de chaleur urbains et l'adaptation au changement climatique sont les deux thèmes traités qui entrent dans le champ de la transition énergétique.

26. Lors de l'entretien du 30 juillet 2018 la question n'était pas encore tranchée.

27. <https://www.lametro.fr/621-metro-energies.htm>

GRENOBLE CIVICLAB

Coconstruction de projets



Grenoble CivicLab est une démarche ouverte de co-conception d'outils numériques (web, appli, dispositifs électroniques ...) visant à accompagner les changements de comportements sur le territoire de l'agglomération grenobloise et à développer de nouveaux usages de la ville dans un contexte de transitions économiques, sociales et environnementales.

Ce dispositif, initié par l'ancien directeur de la mission « Ville de demain », fonctionne par appel à projets. Cinq défis à relever sont identifiés par la Ville, en lien avec des besoins du territoire. Ces défis sont ensuite soumis aux habitants qui sont invités à proposer des prototypes axés sur les besoins et la participation des usagers.

Pour cela, différents outils, méthodes sont mis à la disposition des participants : ateliers (business model pitch, prototype ...), matériel (capteurs de pollution, sessions au *FabLab* etc.), accès facilité aux données numériques locales (données publiques, consommation énergétique etc.) et la mise en relation des participants avec des experts et personnes intéressées par leur projet.

Les partenaires sont variés – par exemple l'École de Management, *Orange* ou *Kiss Kiss Bank Bank* (plateforme de crowdfunding) – ce qui permet de tester différentes approches d'accompagnement.

Cependant, l'objectif de ce Lab n'est pas tant le prototype numérique final mais plutôt la démarche en elle-même.

Le site internet du *CivicLab* résume ainsi l'initiative : « *L'ambition étant tout autant de faire émerger des applications de services urbains que de mobiliser largement dans le cadre d'une démarche d'innovation économique et sociale.* »

En 2018, un défi sur les cinq proposés portait sur l'énergie. Il avait pour thème « *l'énergie comme support à échanges de proximité* ». La thématique de l'énergie a été pensée par l'équipe du Lab, celle-ci est allée chercher GEG, partenaire historique de la Ville de Grenoble, en lui proposant de réfléchir à un challenge à proposer. C'est ainsi qu'est né ce défi.

Cependant, alors que les quatre autres défis ont connu un beau succès, très peu de candidats ont participé au défi énergie, et aucun ne répondait vraiment à la problématique posée. Selon Nathalie Moyon ²⁸, responsable du projet *City-zen* et en charge des questions énergétiques pour la mission *Ville de demain*, la transition énergétique n'est pas une thématique qui parle suffisamment aux habitants. Une partie de la population est déjà très sensibilisée et susceptible de proposer des projets (comme celui des cool roofs dans le cadre du budget participatif), mais, pour le reste des habitants, cette thématique ne mobilise pas suffisamment. Tout l'enjeu est de **distiller la transition énergétique dans les outils traditionnels de la Ville afin de permettre une mobilisation large, plutôt que de développer un outil spécifique.**

Mobiliser les acteurs traditionnels



Les thèmes qui mobilisent le plus autour de la transition énergétique sont le vélo et l'agriculture urbaine. Hormis cela, les sujets qui préoccupent le plus relèvent plus de questions sociales comme l'accès aux droits de base ou la violence faite aux femmes.

L'enjeu est d'utiliser les canaux traditionnels pour sensibiliser et associer les citoyens à la construction des politiques de transition énergétique. Pour cela, la Ville de Grenoble travaille avec ses structures historiques pour atteindre au maximum la population.

Tout d'abord le **CCAS** (Centre Communal d'Action Social) qui s'est saisi des questions de précarité énergétique, un problème important à Grenoble, en développant une plateforme qui vise à aider les ménages à réduire leur consommation énergétique.

Les **maisons des habitants** ²⁹ qui sont confrontées au problème du retour à l'emploi des femmes. Pour faciliter celui-ci, diverses actions ont été mises en place, notamment des formations permettant aux femmes de réapprendre à faire du vélo. L'angle d'approche initial n'est ici pas la transition énergétique, mais cette mesure l'impacte de façon indirecte.

On observe donc une double dynamique engagée à Grenoble. Il s'agit d'un côté de proposer des outils aux citoyens afin qu'ils puissent faire remonter et participer au traitement des sujets qui les préoccupent. De l'autre, il s'agit de créer des espaces permettant aux citoyens d'aider la Ville à répondre à des problématiques données, telles que l'évolution démographique, la justice sociale, la transition énergétique, la nature en ville, l'urbanisme durable, les mobilités douces, l'économie du partage, les circuits courts, les nouvelles solidarités ou encore le boom du numérique.

Selon Pierre-Loïc Chambon, la volonté de donner plus de pouvoir aux citoyens se traduit par des changements importants pour le trio citoyens / services / élus.

Jusqu'alors relativement passifs, les citoyens sont désormais beaucoup plus actifs dans les démarches municipales, leur posture pouvant dans certains cas aller jusqu'à la coconstruction. Pour les services, l'enjeu est de quitter le monopole de l'expertise, et de passer de la posture d'initiateur de projets à celle d'accompagnateur des citoyens. Enfin, les élus voient également leur rôle changer, ils deviennent de plus en plus les garants des règles du jeu. La Ville devient finalement un acteur parmi d'autres et se place de plus en plus en plus en facilitateur de projets.

Dans le domaine de la transition énergétique, comme en témoignent les premières conclusions de l'étude des actions mises en place par la plateforme *Grenoble, ville de demain*, il est difficile de mobiliser l'ensemble de la population à Grenoble. Nathalie Moyon explique ainsi que le danger réside dans le fait que seules les personnes déjà sensibilisées et investies prennent part aux démarches ciblées exclusivement sur la transition énergétique. Selon elle, l'enjeu est de sensibiliser par les moyens traditionnels, tout en continuant à tester de nouvelles approches, d'autant plus que la réflexion autour des thématiques énergétiques et participatives est récente. Il y a « des habitudes à trouver, mais il y a aussi des choses qui doivent se réinventer en permanence ».



Pour plus d'informations

- Ville de Grenoble : <http://www.grenoble.fr/30-vie-municipale.htm>
- Plateforme *Grenoble, ville de demain* : <http://villededemain.grenoble.fr>

M-LAB, COPRODUCTION ET EXPÉRIMENTATION EN GRANDEUR RÉELLE

— Maastricht, Pays-Bas



Points clés

L'histoire du *M-Lab* débute en 2012 alors que la Ville de Maastricht doit faire face à l'absence de croissance démographique et économique. La municipalité apporte une réponse innovante en créant un *Urban Lab* pour répondre aux défis majeurs de la ville en lien avec le développement urbain et le devenir des bâtiments vacants.

Cette initiative municipale se distingue par sa volonté d'impliquer au maximum les habitants. Pour cela, la co-création et l'apprentissage collectif sont définis comme principes fondateurs. Alors qu'à son lancement tous les projets portés par le Lab étaient d'origine municipale, la Ville va petit à petit faire évoluer sa position pour laisser davantage de place aux citoyens, tester d'autres formes de collaboration et réfléchir à de nouveaux modes de gouvernance.

Le *M-Lab* constitue aujourd'hui un espace porteur de nouvelles opportunités pour les citoyens, permettant de mettre en place des projets en phase avec les attentes de la Ville et de ses habitants.

UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN À BOUT DE SOUFFLE

Ancienne ville industrielle (verre, céramique, papier, ciment), Maastricht connaît son heure de gloire pendant la révolution industrielle. Jusqu'au début du 21^e siècle, la croissance économique de la ville était tirée par de grands chantiers de travaux publics-privés.

Le vent tourne cependant en 2007 lorsque la crise économique frappe de plein fouet la ville. La crise financière qui suivra va complexifier la situation. Alors qu'un certain nombre de bâtiments étaient en travaux, les crises ont fait fuir de nombreux investisseurs, provoquant une forte diminution des partenariats publics-privés et l'arrêt prématuré de nombreuses constructions. En parallèle, alors que la croissance ralentit fortement, la ville doit faire face à une forte crise démographique. Entre 2000 et 2012 la population diminuait tous les ans, la ville compte aujourd'hui 122 000 habitants.

En 2010 un nouveau parti gagne la municipalité, le VVD³⁰. L'objectif de cette majorité est alors de stimuler la transition vers de nouveaux modèles de développement urbains, de redynamiser la ville, notamment en favorisant la réhabilitation des logements vides, le développement local, l'usage temporaire, la flexibilité, la soutenabilité, la co-création ainsi que les initiatives *bottom-up*.

En l'absence de croissance démographique, l'enjeu majeur de la ville est de favoriser l'apparition de nouveaux modèles de développement urbain, sur le long terme, plus particulièrement en réhabilitant les nombreux espaces vacants, et ce, en impliquant les citoyens.



INSTAURER UN URBAN LAB POUR FACILITER LA COCRÉATION

L'idée de construire une plateforme physique entre les citoyens et la municipalité émerge peu à peu. En 2012, un groupe de recherche sur le développement de la ville est lancé, soutenu par le conseiller municipal au développement. Après de nombreuses recherches, rencontres et conférences, un Lab est créé pour prolonger la réflexion sur ces questions. Il est nommé Maastricht Lab (*M-Lab*) pour insister sur son caractère expérimental.

Il se définit comme étant « *an experimental space for new forms of urban planning* »³¹. Il repose sur la volonté de faire coïncider davantage l'action de la Ville en matière d'aménagement urbain avec les attentes des populations, pour mieux répondre à leurs besoins. Cette plateforme entre les citoyens et la municipalité doit favoriser la co-création et l'émergence de projets collectifs.

Le concept de co-création recoupe deux approches complémentaires :

- un processus de production transdisciplinaire de savoirs ;
- un nouveau mode de gouvernance dans lequel l'implication des citoyens et le partage du pouvoir sont des éléments clés.

Le *M-Lab* porte ainsi trois objectifs principaux :

- l'acquisition de connaissances mobilisables pour les projets portés par le *M-Lab* ;
- la possibilité de tirer des leçons des expérimentations (un bilan a été rédigé pour la plupart des expérimentations, le *Lab Journal*) ;
- l'évolution des cadres d'analyse utilisés par les acteurs.

L'élément clé est de permettre une **expérimentation à petite échelle, avec des formes et des concepts de participation portant sur le développement urbain et la gouvernance.**

30. People's party for freedom and democracy

31. Guidelines for Urban labs – p. 24



Qu'est-ce qu'un Urban Lab ?

Dans le cadre du projet européen *Urb@Exp*, le terme générique **Urban Lab** est utilisé pour faire référence à deux types de *Labs* qui connaissent actuellement un essor considérable : les *Living Labs* et les *City Labs*. Ils ont tous les deux pour objectif final d'impliquer toujours plus de personnes dans la recherche de solutions innovantes, en mettant en avant la cocréation et l'apprentissage collectif.

Les **Living Labs** placent l'utilisateur au centre de l'innovation. Il s'agit de le faire passer de la posture de consommateur à celle de contributeur, de l'engager activement dans les processus créatifs et évaluatifs de l'innovation et du développement.

Les *living labs* sont labélisés par l'organisation européenne *ENoLL (European Network of Living Labs)*, fondée en 2006. Elle compte aujourd'hui plus de 150 *Living Labs* actifs dans le monde entier (409 ont été labélisés en 11 ans ³²). Ceux-ci sont situés dans 20 des 28 pays de l'UE et sur tous les continents.

Les **City Labs** sont des dispositifs dans lesquels les institutions locales et autres parties prenantes cherchent à se familiariser avec de nouveaux moyens de relever les défis urbains et à y répondre par le biais de projets expérimentaux concrets. Ils ont pour objet l'apprentissage de nouveaux modes de gouvernance et la réflexion autour des modalités d'implication citoyenne.

Il est plus difficile d'estimer le nombre de *City Labs* présents dans le monde actuellement car il n'existe aucun réseau les recensant. Cependant, le phénomène gagne de plus en plus d'importance et un très grand nombre de villes européennes possèdent aujourd'hui un *City Lab*, de Barcelone (Espagne) à Malmö (Suède) en passant par Grenoble (France) ou Brême (Allemagne).

Ces nouveaux espaces apparaissent comme des expérimentations prometteuses pour favoriser l'apparition de nouvelles formes de gouvernance et faire face à la croissante complexité urbaine.

Position hybride

Afin d'en faire un réel espace d'innovation, il a été décidé à Maastricht que le Lab devrait bénéficier d'une position spéciale, à mi-chemin entre la Ville et les habitants. Il reste une initiative municipale mais tend à laisser une grande place à la société civile. Pour ce faire, quatre personnes travaillent actuellement dans le *M-Lab* : deux employés municipaux et deux personnes externes ont été recrutés afin d'épauler quelques heures par semaine la municipalité pour penser de nouvelles façons d'aménager la ville.

Cette double casquette permet de bénéficier d'un double carnet d'adresses mais également de confronter des méthodes et approches de travail différentes et complémentaires.

De même, pour renforcer sa position hybride et se placer partiellement en dehors du gouvernement municipal, il a été décidé que les locaux seraient situés hors des bâtiments municipaux et que le Lab disposerait de sa propre identité visuelle, site internet et page Facebook etc.

Les Labs, qui se placent totalement en dehors de la municipalité, sont de réels lieux d'expérimentation. Ils offrent ainsi la liberté de tester de nouvelles choses, de sortir des sentiers battus. Les Labs municipaux permettent quant à eux d'influencer directement les différents niveaux de responsabilité et d'augmenter la visibilité auprès des participants.

En se plaçant comme une alternative hybride entre ces deux positions, le *M-Lab* bénéficie d'une relativement **grande liberté d'action**, permet de proposer des alternatives au statu quo tout en bénéficiant d'une certaine visibilité et légitimité. Il bénéficie du soutien et de l'implication d'acteurs variés.

32. D'après le site internet, au 25 juillet 2018

FAIRE ÉVOLUER LE RÔLE DE LA VILLE POUR PERMETTRE PLUS D'IMPLICATION CITOYENNE

DE 2012 À 2014

Des projets municipaux portés par des citoyens

1 Objectifs de l'expérimentation

Le Lab a été lancé en 2012, initialement pour une durée de deux ans. Les projets étaient alors essentiellement proposés par la Ville, sur huit expérimentations menées, sept étaient d'origine municipale, la dernière constituait un appel à projets envers les citoyens et organisations locales.

Les projets retenus par la Ville possèdent trois caractéristiques :

- un focus spatial ;
- une composante innovante ou expérimentale qui ne pourrait pas être gérée qu'avec les structures gouvernementales classiques ;
- ils symbolisent des défis typiques auxquels doivent faire face les villes actuelles.

Tous les projets ont été identifiés par le *M-Lab*. La participation des citoyens relève de la co-création ; les organisations et les diverses parties prenantes ont participé sur la même base à la recherche de solutions.

LES 8 PROJETS portés par le M-Lab



LE PARC DU FUTUR

Imaginer, grâce à un processus participatif laissant place à la participation citoyenne et aux initiatives locales, à quoi ressemblerait le parc du futur.

NOUVELLE ZONE TAPJIN

Penser le plan de réaménagement d'une ancienne zone militaire, sachant que sa phase de redéveloppement va durer au minimum 10-15 ans.

ANCIENNE CASERNE DE POMPIER

Comment transformer, grâce à un processus co-créatif impliquant les utilisateurs finaux, une ancienne caserne de pompier en un espace pour les citoyens et entreprises ?

GRANDS BÂTIMENTS

Donner une deuxième vie aux grands bâtiments désaffectés en imaginant une gouvernance plus ouverte et en impliquant les acteurs locaux et le monde économique.

PROPRIÉTÉS INOCCUPÉES

Comment gérer l'excès de propriétés vacantes alors que l'offre de logement est supérieure à la demande ?

RUE PRINCIPALE

Réaménager l'une des grandes rues commerçantes, en travaillant en collaboration avec les propriétaires, les entrepreneurs, les gestionnaires de la ville et les autorités municipales.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Comment une école peut-elle rendre ses pratiques plus durables et neutres en CO₂ ? (consommation d'énergie, éducation et bâtiments collectifs)

APPEL OUVERT

Ce dernier projet est en réalité un appel à projet ouvert, à destination des habitants et des organisations locales. Le Lab partait du constat que, généralement, lorsque les habitants ont une idée pour la ville, il leur est difficile de la faire vivre, notamment parce qu'il n'existe pas d'espace au sein de la mairie susceptible de prendre en compte ces idées. La Ville a proposé pendant cette première phase des projets dans lesquels peuvent s'investir les habitants qui le souhaitent.

Les 7 premières expérimentations ont permis au gouvernement municipal de faire face à des défis urbains urgents et complexes de façon plus expérimentale qu'avec les structures préexistantes.

2 Groupe Gideon

Pendant cette première phase d'expérimentation, le Lab regroupait quatre types d'acteurs :

- l'équipe du *M-Lab* ;
- le groupe de pilotage *Gideonsbende* (Mot néerlandais signifiant « groupe de travail d'élite ») ;
- les participants à l'expérimentation ;
- des réseaux nationaux et européens partenaires.

L'équipe du *Lab* a bénéficié ainsi du soutien et des conseils du Groupe Gideon pour l'aider à réinventer les différents processus de développement urbain et discuter des enjeux principaux. Ce groupe est inspiré par le concept de *Transition Arena* de la méthode de Gestion de la Transition. Il est composé de 16 membres de divers horizons (personnes politiquement influentes et nouveaux acteurs de l'innovation), sélectionnés pour leur vision de long terme, leurs compétences individuelles et leurs expériences passées. Leur engagement se fait sur une base volontaire, ils doivent donc remplir les deux critères suivants :

- Accepter d'effectuer leurs missions bénévolement (ne pas être rémunéré)
- Être en capacité personnelle de participer (ne pas déléguer)

Pour chaque projet, deux membres étaient sélectionnés pour endosser le rôle de « gardien » et superviser l'avancement de l'expérimentation, s'assurer de son caractère expérimental et enrichir le contenu et les processus. De même, chaque projet possède son propre réseau de partenaires. Ces derniers ont été soit personnellement invités, soit sélectionnés suite à un appel à participants.



La méthode de Gestion de la Transition (Transition Management)

La Gestion de la Transition est une méthode qui a émergé en 2001³³, dans le cadre des débats précédant la mise en place du 4^e *National Environmental Policy Plan (NMP4)* aux Pays-Bas. Aujourd'hui, la méthode de Gestion de la Transition est portée par *DRIFT* (Pays-Bas), institut de recherche dans le domaine des transitions. Derk Loorbach est un des chercheurs de *DRIFT* ayant publié de nombreux articles sur ce sujet.

À ses débuts, la *Gestion de la Transition* mettait en avant un certain nombre de problèmes persistants dans la société. Des expérimentations concernant de nouveaux instruments, stratégies et actions ont par la suite été développées, l'objectif étant de remédier à ces problèmes et d'influencer la transition vers davantage de soutenabilité.

Cette approche est basée sur :

- La mise en synergie de précurseurs des domaines de la politique, des sciences, du business et de la société pour développer une compréhension partagée des défis complexes de transition
- Le développement de visions et stratégies communes de la transition
- L'expérimentation d'innovations sociétales stratégiques

L'objectif est de comprendre et analyser les dynamiques (actuelles et passées) de transition des villes vers des modèles soutenables. Il s'agit d'un outil puissant pour aider à conceptualiser et à faire face aux changements globaux nécessaires pour enclencher les transitions vers des villes durables. Cette méthode vise à articuler une vision de long terme avec des actions de court terme pour aider les personnes travaillant sur le développement urbain à comprendre la complexité de leur tâche et de celle du système qu'ils cherchent à changer et influencer.

Le concept de *transition arena*

Il s'agit d'un concept de base de la Gestion de la Transition, à la fois cadre d'analyse et « petit réseau de précurseurs avec des expériences différentes ». Les précurseurs sont sélectionnés sur la base de leurs valeurs sociétales, de leurs perspectives et des alternatives au statu quo qu'ils proposent, en termes d'idées, de pratiques ou de relations sociales.

La *transition arena* a pour objectif est de travailler, de façon participative, sur l'imaginaire associé à la transition. C'est en imaginant des futurs alternatifs plus durables et en les inscrivant dans nos représentations actuelles que la gestion de la transition cherche à influencer la transition vers des modèles soutenables.

33. Rotmans, R. Kemp, M. van Asselt, F. Geels, G. Verbong, K. Molendijk, *Transitions & Transition management: The Case for a Low Emission Energy Supply*, ICIS, Maastricht, 2001

1 Objectifs de l'expérimentation

En 2014, après deux années de fonctionnement, la Ville a décidé de renouveler l'expérience pour deux ans supplémentaires, mais cette fois-ci en laissant place à davantage de participation citoyenne. Il ne s'agit alors plus de se placer en initiateur des projets menés, mais de transférer le pouvoir d'agir aux citoyens et aux organisations locales en devenant ainsi partenaire et coordinateur des projets. Cela se concrétise par un appel à projets permanent.

L'objectif, comme le résume Sven Cimmermans³⁴, en charge de l'économie et de la culture au *M-Lab*, est d'aller à la rencontre des habitants et de leur dire : « *Nous sommes le Maastricht Lab et nous pouvons vous aider à mettre en œuvre votre projet* ». Il s'agit de se placer davantage dans un rôle de « *facilitateur* » de projets.

Le *Lab* a pour but de mettre en œuvre des dynamiques collaboratives entre tous les acteurs du territoire, et notamment entre le gouvernement de la ville, les entreprises, la société civile, les universités et les autres parties prenantes.

La première année, 65 réponses ont été reçues, le jury a sélectionné 9 projets. Ceux-ci portaient majoritairement sur la création d'espaces temporaires et sur le redéveloppement et la réutilisation de zones et bâtiments.

LES 9 PROJETS retenus par le M-Lab

CARACOLA

Création d'un centre social où sont imaginées de nouvelles formes d'utilisation de l'immobilier vacant (espaces de travail créatifs, présence d'entrepreneurs sociaux et d'activités sociales dans le quartier).

CENTRE COMMERCIAL TEMPORAIRE

Création d'un centre commercial temporaire (3 mois) dans la grande rue commerçante : un nouvel espace de vente au détail, comprenant un espace dédié aux artisans locaux pour exposer et vendre leurs produits.

COMPÉTITION DE DESIGN ARCHITECTURAL

Concours d'architectes (débutants) pour designer de nouveaux modèles de logements pour le quartier Ambyverld.

GAZOMÈTRE

Programme temporaire visant à trouver une nouvelle utilisation d'un ancien gazomètre (mise en place d'événements ponctuels). L'objectif est de trouver quelle utilisation pourrait être utile et contribuer au développement du quartier Sphynxkwatier.

VORMSTOF

Espace temporaire de travail et d'atelier pour l'artisanat local (céramique et porcelaine).

STRATÉGIE DE TRANSITION POUR L'ESPACE DU « GREEN CARPET »

Développement d'une stratégie participative pour l'utilisation temporaire d'un nouvel espace vert, de façon respectueuse de l'environnement, en collaboration avec des développeurs immobiliers.

TRANSITION DE LA ZONE ENCI

Redéveloppement de la zone située entre la carrière ENCI désaffectée et l'ancien site de production du ciment, en collaboration avec les participants du « *City makers Network* ».

OPÉRATION « STONEBREAK »

Campagne d'action et de sensibilisation à la déminéralisation et au verdissement de Maastricht (jardins urbains), en coopération avec les citoyens et les sociétés de logements.

VISION « CITYNATURE » DE MAASTRICHT

Développement d'une réflexion sur la nature à Maastricht, dans un modèle organisationnel hybride en coopération avec *IVN Maastricht* (société de conservation de la nature), l'administration locale, l'université et 50 volontaires.

Pour être retenu, un projet doit répondre aux critères suivants :

- Avoir un contenu innovant et contribuant au développement de la ville d'une façon nouvelle
- Permettre de la création de valeur (au sens large)
- Être un exemple pour la ville et transférable sur d'autres sites
- L'initiateur du projet doit pouvoir en assumer la responsabilité finale

2 Réseau des « City-makers »

Pour cette seconde phase, le *M-Lab* a mis fin à la collaboration avec le Groupe Gideon. Ce dernier a été remplacé par un réseau de « *City-makers* », un réseau plus ouvert, dans lequel des chercheurs mais aussi des acteurs locaux partagent leurs ressources, leur temps, leurs connaissances. L'objectif est de lancer et conseiller les nouveaux projets. Ce réseau permet d'inclure davantage d'employés municipaux dans le Lab et dans les expérimentations. Ces derniers deviennent les personnes contact pour le gouvernement municipal.

Des *city-makers lunches* ont ainsi été instaurés : le temps d'un repas, on se focalise sur un thème ou un projet en cours pour recueillir des avis et/ou feedbacks. Un certain nombre de « *City-makers* » sont par la suite devenus entrepreneurs, d'autres ont été invités à collaborer dans les projets existants. La plupart d'entre eux avaient des expériences passées en lien avec l'aménagement urbain.

DE 2016 À 2019

Des projets collaboratifs, co-portés par différentes parties prenantes

En 2016, le *Lab* est entré dans sa troisième et dernière phase. Dans cette phase, il s'agit de combiner les deux premières approches. Les projets portés par le *M-Lab* peuvent donc être des projets d'origine municipale ou citoyenne : 4 voire 5 projets sont concernés. Ceux-ci n'ont au départ pas de lien entre eux, mais s'inscrivent dans une dynamique commune de développement de la ville sur le long terme.

Aujourd'hui, le Lab fonctionne avec un budget de 100 000 € par an, couvrant les frais des partenaires extérieurs et l'organisation des événements.

2 PROJETS actuellement portés par le Lab

WOLHEMINAKADE

Il s'agit de réfléchir au développement d'un espace situé à proximité du fleuve principal. Ce lieu possède un fort potentiel. Le *Lab* joue ici le rôle de facilitateur entre les différentes parties prenantes afin d'enclencher un processus de valorisation de ce lieu.

CHEAP PLACES FOR IDEAS

Dans une ville où les prix de l'immobilier sont en augmentation, il s'agit de travailler avec les conseillers municipaux sur la façon dont la Ville doit agir pour permettre la mise en place d'endroits accessibles pour faire émerger des idées.



ENSEIGNEMENTS

Ce *Lab* constitue un réel **espace de dialogue et de co-création entre la Ville et les citoyens**. Plus le temps avance, plus celui-ci cherche à donner du pouvoir d'agir aux habitants et à favoriser l'émergence d'initiatives *bottom-up*. Il est donc porteur de nouvelles opportunités pour les citoyens.

Selon Sven Cimmermans, le principal avantage de cette position hybride est de permettre aux individus de trouver la bonne personne à qui parler, de faciliter le dialogue entre les citoyens et la municipalité. Cet espace est conçu pour permettre aux porteurs de projets de rencontrer des professionnels qui ont le temps de les écouter et de les aider à construire un projet qui soit à la fois en phase avec les attentes de la Ville et celles des citoyens.

En proposant des expérimentations à petite échelle – spatiale mais aussi financière, temporelle et en terme de nombre de personnes impliquées – de nouvelles démarches et méthodes peuvent être testées avec de faibles conséquences en cas d'échec.

Le focus mis sur l'apprentissage permet d'évaluer ce qui fonctionne bien et moins bien. Il reste à définir comment transférer de telles initiatives à une échelle plus grande.



Pour plus d'informations

Sites internet

- Maastricht-Lab : <https://maastrichtlab.nl>
- Projet européen Urb@Exp : <http://www.urbanexp.eu>
- DRIFT : <https://drift.eur.nl>

Publications

- *City labs as instruments to shape common ground in urban sustainability*, Christian Scholl, René Kemp, Joop de Kraker, (ICIS – Maastricht University)
- *Guidelines for Urban Labs* : http://www.urbanexp.eu/data/GUIDELINES_270617.pdf
- *Governance of Urban Sustainability Transitions – European and Asian Experiences* (2016), de Loorbach Derk, Wittmayer Julia M., Shiroyama Hideaki, Fujino Junichi, Mizuguchi Satoru, *Theory and Practice of Urban Sustainability Transition*, Drift, GraSPP, Springer
- *Urban labs – a new approach in the governance of sustainable urban development* (2016). 335-346, de Kraker, Joop & Corvers, Ron & Scholl, Christian & Wanroij, Tim

BREST MÉTROPOLE, IMAGINER AVEC LES HABITANTS LE CŒUR DE LA MÉTROPOLE DANS 20 ANS

— France



Points clés

Port du château, tramway, quartier des Capucins ... la mutation du cœur de Brest est à l'œuvre depuis quelques années. Depuis septembre 2018, Brest Métropole a missionné un cabinet d'architecture et d'urbanisme de renom pour animer une démarche qui a conduit à la rédaction d'un plan-guide pour le développement du cœur de la métropole brestoise dans 20 ans.

Cet exercice de prospective s'est appuyé sur un dispositif de concertation avec les habitants et les acteurs du territoire dont la Maison des projets a été le point focal.

DU CONTEXTE AUX ÉTAPES DU PROJET

La ville de Brest compte 139 000 habitants (209 000 pour la métropole), un centre historique qui a été presque entièrement reconstruit suite à la seconde guerre mondiale et la présence d'un arsenal militaire important, accueillant le deuxième port français. La démarche **Cœur de métropole, réinventons la ville** a proposé de « révéler la cohérence des projets d'aménagement et de les poursuivre en imaginant avec les habitants le cœur de la métropole brestoise dans 20 ans ». Cet exercice de projection a été élaboré en tenant des enjeux du changement climatique, du devenir des terrains du « Fond de Penfeld » et des abords de la Penfeld (fleuve côtier), de la liaison entre ville haute et ville basse, de la liaison entre le port et la gare, des quartiers en renouvellement urbain, de l'évolution des modes de déplacement, des modes d'habiter et de travailler.

Le projet est scindé en deux grandes étapes :

- 2018/2019 : le plan-guide local
- 2020/2021 : focus sur les secteurs à enjeux

La première phase de travail a conduit à la rédaction d'un **plan-guide** pour le développement du cœur de la métropole dans 20 ans. Intitulé « Brest 2040 ville paysage en transition », il comprend deux niveaux de projet :

- trois espaces stratégiques métropolitains à même de modifier la structure du cœur de métropole ;
- un grand projet diffus d'habitabilité ayant pour objet la transformation du bâti, des espaces publics et des cours intérieures du centre et du quartier de Recouvrance, et au-delà, de l'ensemble du cœur de métropole – pour passer « de la ville grise » à la « ville paysage ».

La construction du plan-guide s'est faite en deux phases, une première phase de diagnostic et une seconde phase d'élaboration de scénarios.



Qu'est-ce qu'un plan-guide ?

Un plan-guide est un type de plan évolutif, qui définit les axes structurants d'un projet urbain à long terme. Mêlant cartographie et documents écrits, il est généralement utilisé pour fixer des orientations urbaines sur de grands périmètres, tout en atteignant un haut niveau de précision sur certains sous-secteurs à enjeux. La notion de plan-guide insiste moins sur la forme urbaine à concevoir, que sur le processus de projet. Souple et itératif, il sert avant tout à résumer la stratégie de long-terme d'un projet urbain, tout en servant de document de référence aux multiples parties prenantes : aménageurs, architectes, urbanistes de sous-secteurs, maîtrises d'ouvrage privées ...

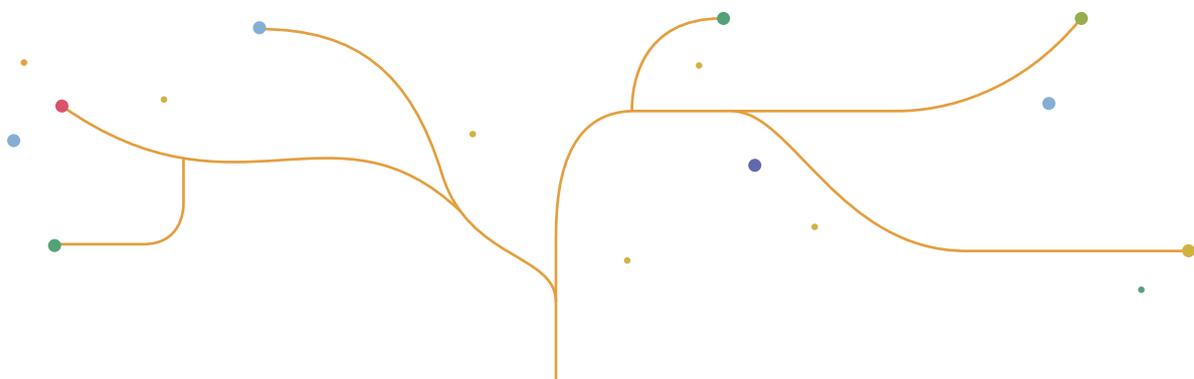
Phase 1 Diagnostic et images

L'équipe *Studio* de l'architecte-urbaniste de renom Paola Viganò a entrepris un travail de prise de connaissance du contexte et des projets en cours, de récolte de contributions citoyennes sur la perception des acteurs, habitants du territoire sur leur ville : comment la vivent-ils ? Comment la voient-ils ? Comment la ressentent-ils ? Comment l'espèrent-ils ?

Un travail spécifique a été mené pour explorer les images et les imaginaires générés par la ville. Ces éléments et un travail d'écoute des différents acteurs du territoire (habitants, élus, décideurs, techniciens) ont permis d'esquisser une vision pour le devenir du cœur de la métropole.

On peut citer la forte pression des habitants en faveur de plus de nature en ville, des enjeux forts sur les mobilités, les circuits courts alimentaires et les énergies renouvelables, tous ces éléments concourant à faire de ce territoire **un territoire pilote de transition**.

L'ensemble du travail de diagnostic a fait l'objet d'une restitution publique fin avril 2019.



Phase 2 Dessiner la transition

Des « scénarios de la transition » sont construits : ils sont imaginés sur des thèmes et des espaces stratégiques. Des promenades, ateliers de travail et temps d'échange ouverts au grand public ont été organisés tout au long de cette deuxième phase.

Une première semaine de résidence, qui s'est déroulée au printemps, a permis à 40 étudiants d'instituts d'urbanisme européens de se retrouver à Brest et de travailler avec des habitants pour dessiner la ville de demain. Une restitution finale de ces travaux a eu lieu en mai à la Maison des projets. La seconde semaine de résidence était centrée sur un collectif sur le thème de l'évolution des espaces publics, du bâti et des cœurs d'îlots brestois.

Et la transition énergétique ?

Bien évidemment tout ce travail croise avec la dimension énergétique mais sans que cela soit exprimé systématiquement de manière explicite. On parle plus d'habitabilité, de haute qualité de vie ... mais aussi de réhabilitation de nombreux logements passoires énergétiques. Un programme ciblant l'amélioration des copropriétés en termes d'efficacité énergétique, d'accessibilité et d'acoustique est envisagé. Une requalification de l'espace public offrant plus de place à la nature en ville, aux eaux pluviales et aux mobilités douces est aussi priorisé.

Pilotage

Ce travail a été encadré par un comité de pilotage technique composé de personnes des services de Brest Métropole et de la Ville de Brest (personnes ressources/expertes en charge du Développement économique, des déplacements, de l'aménagement, de l'habitat, de l'écologie urbaine, de l'énergie, des espaces verts, des infrastructures et des réseaux, de la culture et des patrimoines, et du patrimoine bâti) et de représentants des partenaires.

Ce comité a traduit les attentes du maître d'ouvrage, analysé les différentes réflexions et documents remis par le prestataire. Piloté par le directeur général adjoint du pôle Développement économique et urbain, il a été animé par la mission Projets et équipements métropolitains, et la Direction des Dynamiques urbaines (Atelier des études urbaines) et assisté par l'Agence d'urbanisme Brest-Bretagne. Sa fréquence des réunions du comité est mensuelle (sur place ou par visioconférence).

LA CONCERTATION

Avec l'appui de l'expertise d'un bureau d'études spécialisé, le projet a été conduit en concertation avec les habitants, les usagers et les acteurs du territoire afin de recueillir leurs aspirations, envies et besoins.

1 500 personnes ont participé lors des deux phases de travail. Des temps forts ont été organisés et un espace d'exposition et d'échanges, la Maison des projets (voir encadré page suivante). Plusieurs ateliers s'y sont déroulés au printemps 2019.

Les lieux d'écoute ont été multiples. Tout d'abord, les portes ouvertes à la Maison des projets : des rendez-vous ponctuels ont été donnés aux habitants sous la forme d'ateliers en soirée « les apéros urbains » (avec artistes, historiens) pour parler de la ville à partir des images et imaginaires, de balades urbaines ou encore d'ateliers de travail partagés. Des temps de dialogues spécifiques avec les acteurs économiques du territoire ont aussi été organisés sous la forme d'entretiens et de séminaires pour faire émerger des propositions. Des étudiants étrangers ont également apporté leur expertise lors de séminaire avec les habitants. Pendant leur résidence ils étaient logés chez l'habitant.

100 personnes ont participé aux balades urbaines. À l'aide de support de contribution, les participants ont pu commenter l'itinéraire traversé, partager leurs perceptions de Brest, leurs anecdotes et leurs usages dans la ville.

- Une balade familiale : un parcours de 4 km au dénivelé limité avec pour attraction la fermeture d'un grand pont) la circulation automobile
- Le trek urbain : un parcours de 7 km descendant en bord la Penfeld, traversant le fond de Penfeld militaire

Ce fut l'occasion d'aborder des thématiques variées : les déplacements dans Brest les liens entre les différents espaces (ville haute/ville basse), l'autonomie et la transition énergétique, la place de la voiture, l'habitabilité de la ville et du centre reconstruit, les berges de la Penfeld, la discontinuité de la ville.

Les habitants ont été invités également à donner leur avis via la plateforme en ligne « Brest je participe ».

Un écueil toutefois est apparu : le public touché a rassemblé principalement des militants et des jeunes (étudiants et lycéens) mais aucune action spécifique n'a été entreprise en direction des quartiers populaires. Pourtant au début du projet l'idée d'aller chercher différents publics au-delà des personnes qui viennent de manière volontaire était bien présente mais elle n'a pas été retenue. Par conséquent l'écho et l'ambition de la concertation ont été limités.

Les conclusions des réflexions menées lors de la première grande étape de ce projet – le plan-guide – ont été restitués aux habitants le 15 novembre 2019.

200 brestoises sont venues écouter et dialoguer avec l'urbaniste Paola Viganò qui présentait la démarche entreprise et les principaux axes de transition du cœur de la métropole dans 20 ans. Pour cette occasion, des panneaux d'exposition grand format étaient visibles sur place et ont été mis en ligne sur le site « Je participe ».

Ce travail prospectif devrait se concrétiser par la suite par des études pré-opérationnelles sur « les secteurs à enjeux » qui devraient être lancées durant la période 2020-2021. Ce travail devrait être ponctué de temps forts avec les citoyens. Cependant la tenue des élections municipales du printemps 2020 suspend provisoirement le calendrier.



La Maison des projets

La Maison des projets a été inaugurée en novembre 2018 pour être utilisée comme dispositif participatif pendant toute la durée du projet. Espace d'expositions et d'échanges, elle est située au sein des spacieux Ateliers des Capucins. Ces ateliers sont des bâtiments de l'Arsenal de Brest construits au XIX^e siècle. Rétrocédés à la Ville en 2009, ils sont reconvertis en centre culturel et fabrique d'innovation numérique. Des commerces et espaces de loisirs s'y installent progressivement. Tous les mercredis après-midis, en alternance les 7 chefs de projets Cœur de Métropole et l'équipe du Studio Paola Viganò se sont relayés pour accueillir les visiteurs et les faire participer. La pérennisation de ce lieu est à l'actuel à l'étude.

ENSEIGNEMENTS

La démarche participative engagée par Brest Métropole pour imaginer son cœur de métropole et établir son plan-guide a été conduite dans un temps court, quelques temps forts étalés sur une période de 12 mois : un défi pour permettre aux participants être à la fois audacieux et réfléchis dans leurs propositions.

On peut regretter que les associations de proximité n'aient pas été associées suffisamment à la démarche. Dans d'autres exemples y compris sur ce territoire, cet appui a été bénéfique car il rend possible une vraie mixité sociale des habitants.

Pour plus d'informations

■ Le site de la participation citoyenne de Brest Métropole : <https://jeparticipe.brest.fr/>

GOVERNANCE URBAINE PARTICIPATIVE, LE PLAN DIRECTEUR DE MÜNSTER POUR 2050

— Allemagne



Points clés

L'élaboration de feuilles de route pour la transition énergétique peut être l'occasion de créer des schémas de gouvernance innovants dans lesquels l'énergie et le climat deviennent des sujets de société. La feuille de route de la Ville de Münster est un bon exemple de participation des citoyens et de gouvernance locale et illustre la manière dont le dialogue sur le climat et l'énergie entre experts peut se transformer en débat citoyen.



LES FEUILLES DE ROUTE LOCALES : UNE OPPORTUNITÉ DE DÉBAT SOCIAL

La Ville de Münster disposait déjà d'une solide culture en matière de développement durable et d'adaptation au changement climatique lorsqu'elle a entrepris en 2016 de définir une nouvelle politique climatique pour l'avenir. À l'instar de nombreuses autres villes, Münster a commencé par élaborer une feuille de route pour 2050³⁵ conjointement avec la société civile dans le cadre d'un plan directeur pour le climat.



Une gouvernance multi-acteurs

La gouvernance multi-acteurs est le moteur d'une ville bien gouvernée et la condition pour faire de nos sociétés des sociétés durables à l'horizon 2050. Au travers de **différents formats de participation**, un dialogue porteur de sens s'instaure entre les divers acteurs de la société (par ex. entre municipalité, associations, citoyens, entreprises et organismes caritatifs). Ce n'est qu'en faisant dialoguer ces divers acteurs qu'une politique de long terme innovante peut voir le jour.

Les avantages sont multiples : en premier lieu, ce processus participatif de prise de décision accroît la **légitimité démocratique**. Une telle approche collaborative du processus de planification favorise également l'émergence de nouveaux partenariats qui transforment les structures de gouvernance des administrations locales. De nouveaux liens entre les services administratifs se créent, favorisant l'intégration des enjeux climatiques. Tout cela contribue à accélérer la transition énergétique grâce à une coopération innovante et des supports de communication.

Le plan directeur de Münster pour 2050 vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) afin d'atteindre une quasi neutralité carbone. Cela implique que la Ville de Münster et les autres municipalités environnantes également concernées par le plan directeur réduisent de 95 % leurs émissions de GES par rapport à 1990 et diminuent de moitié leur consommation d'énergie finale. Pour y parvenir, d'ambitieux objectifs ont été définis dans le cadre du plan directeur pour 2050.

La feuille de route traduit ces objectifs dans les secteurs suivants : logements du secteur privé, transport, industries, commerce et services. Münster en a conclu que seul un très ambitieux scénario permettait d'atteindre les objectifs fixés pour 2050 – un scénario qui ne peut être atteint qu'en introduisant des changements systémiques majeurs.

PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PLAN DIRECTEUR POUR 2050

Élaboration d'une vision pour la feuille de route

L'élaboration de feuilles de route doit intégrer des **espaces de dialogue plus longs** qui permettent une réflexion sur le long terme tout en définissant un cadre permettant de développer des politiques urbaines qui répondent à des enjeux sociétaux prégnants.

Depuis avril 2016, Münster fait partie des villes qui participent au programme *Masterplan 100% Klimaschutz* – un programme créé dans le cadre de l'initiative nationale allemande de protection du climat (NKI). D'ici 2020, la ville recevra 719 000 € pour élaborer et mettre en œuvre sa feuille de route. La phase d'élaboration de la feuille de route de Münster est un bon exemple de ce qu'une démarche de planification participative à long terme peut apporter à une ville qui souhaite s'organiser pour devenir durable à l'horizon 2050. C'est également une bonne illustration du passage d'une discussion réservée à des experts à un débat ouvert à toute la société.

35. Veith, Tatjana : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/local_energy_climate_roadmaps_final.pdf

1 Un cadre fixé par des experts

Le processus d'élaboration du plan directeur a débuté par l'organisation d'une réunion d'experts qui a été suivie de plusieurs ateliers destinés à élaborer une vision, un atelier de projet et un atelier de prospective. La réunion d'experts s'est tenue en décembre 2016, sous la forme d'une commission tripartite.

80 experts de différents domaines en lien avec le secteur de l'énergie et du développement urbain durable se sont réunis pour planifier les phases suivantes et travailler conjointement sur les mesures de la feuille de route. Ces travaux ont constitué le cadre des débats à venir.

2 Le forum citoyen

Puis un forum citoyen a été organisé sur une semaine en mars-avril 2017. Ce forum constitue le cœur du processus participatif de Münster et plus de 500 personnes ont pris part aux différents ateliers proposés. La première journée a commencé par une session d'introduction afin d'informer les participants sur le projet et déterminer au moyen de questions quels étaient leurs attentes, souhaits et visions de ce que pourrait être la Ville de Münster en 2050. Trois ateliers visant à élaborer une vision de trois heures chacun ont ensuite été organisés sur trois thèmes : mobilité, énergie solaire et logement.

Pendant ces ateliers, des groupes d'experts ont présenté un état des lieux de la situation, y compris en termes d'état de la recherche, possibilités techniques, tendances en termes de modes et styles de vie et innovations accessibles au grand public. Ces présentations ont été suivies de discussions et de la formulation d'idées pour des projets, idées qui ont été collectées par des facilitateurs.

3 Dialogue avec les organisations professionnelles

16 organisations professionnelles représentant les secteurs de l'industrie, du commerce et des services se sont réunies afin de discuter des opportunités et défis spécifiques à la Ville de Münster et de définir une vision commune, la ville de demain.

Les stratégies développées par les experts ont été présentées au public afin de constituer un socle de connaissances communes à partir duquel les participants ont pu construire leurs propres stratégies. Cette présentation est considérée comme le point de départ de la phase d'innovation. C'est également elle qui a rendu possible la soumission d'idées sous forme de projets par les citoyens pendant et après l'événement. Tout citoyen peut en effet soumettre une idée de projet en ligne en téléchargeant un formulaire sur le site internet du plan directeur pour 2050. Il est d'ailleurs toujours possible de soumettre des idées, même après finalisation du plan, ce qui montre bien que ce processus d'élaboration est un processus continu.

4 Visualisation d'une vision du futur

L'atelier de construction de scénarios et d'une vision de l'avenir a constitué l'événement final du forum citoyen de Münster. Les résultats des précédents ateliers y ont été développés afin d'aboutir à une stratégie visant à construire la vision pour 2050. Divers groupes de travail avec la contribution des citoyens et le recours à la facilitation graphique ont abouti à une représentation visuelle et réalisable d'un Münster climatiquement neutre.

Collaboration en terme de responsabilité sociale

La stratégie de Münster se distingue par le fait qu'elle réunit experts et citoyens. Elle a donné lieu à 19 mesures développées au cours d'un processus auquel ont participé 1 200 citoyens et parties prenantes.

L'élaboration collaborative de feuilles de route participe à créer un sentiment de responsabilité sociale parmi les participants. Cela est dû au fait que les feuilles de route introduisent des « méthodes d'organisation et des formats de participation [qui mettent l'accent sur] la responsabilité de chaque partie prenante à atteindre [les] objectifs collectifs ».

On peut cependant se demander si le peu de temps alloué aux ateliers de citoyens dans un processus (qui n'excède pas une semaine) est suffisant. Et en dépit du caractère ouvert et inclusif de ces ateliers, il est peu probable que tous les citoyens aient eu les mêmes opportunités d'y participer en raison des horaires pratiqués, ainsi que de l'absence de compensation financière et du manque d'efforts ciblés pour attirer les groupes sous-représentés.

GOVERNANCE DE LA FEUILLE DE ROUTE LOCALE

La coordination, l'élaboration et la mise en œuvre de la feuille de route reposent sur le processus de gestion des *projets de protection du climat de Münster*, processus qui permet une coordination et une organisation ciblées du nombre de plus en plus grand de projets, tout en élargissant progressivement le cercle des acteurs concernés. Dans ce cadre, c'est une **gestion multi-projets** qui est prévue. Deux organismes y jouent un rôle essentiel et représentent les organismes clés de la gouvernance de la feuille de route de Münster, à savoir **Klimabeirat** et **KLENKO**.

1 Klimabeirat – comité consultatif sur le climat

Le « Klimabeirat », à savoir le comité consultatif sur le climat, veille à ce que les divers services administratifs intègrent les enjeux climatiques et joue un rôle central dans la mise en œuvre de la feuille de route. À ce titre, il est prévu que le Klimabeirat reçoive des compétences étendues et endosse un rôle plus stratégique au sein du processus de gouvernance. Depuis 2011, ce comité consultatif sur le climat a pour membres des représentants du monde des sciences, des entreprises, des institutions et de la politique. Dans le cadre de la feuille de route de Münster, il remplit une fonction de conseil et prépare les recommandations visant à renforcer l'engagement des citoyens, le dialogue avec la population et le processus participatif dans son ensemble. Étant donné sa grande expérience et sa structure robuste, ce comité consultatif pour le climat joue un rôle clé dans la bonne mise en œuvre de la feuille de route de la ville.

2 KLENKO – Bureau de coordination de l'action climatique

KLENKO est en charge de la coordination des projets issus de la société civile, des institutions et des entreprises, assurant ainsi un dialogue permanent entre tous ces acteurs.

En tant qu'acteur local, KLENKO soutient le développement d'initiatives émergentes ainsi que leur mise en œuvre. Ce faisant, il contribue fortement au développement d'un dialogue citoyen sur l'action climatique à Münster et joue un rôle clé en matière de communication et de coopération dans la gouvernance énergétique et climatique de la ville. Il sert également d'agent de liaison avec les entreprises municipales comme la Stadtwerke GmbH, Wohnstadtbau (urbanisme et logement) et les entreprises locales de gestion des déchets qui sont des acteurs essentiels de la stratégie climat de la Ville.

La Stadtwerke en particulier joue un rôle prépondérant dans l'approvisionnement énergétique de la ville. Outre la Stadtwerke, l'université de Münster joue également un rôle important. L'université dispose en effet de sa propre unité de cogénération ainsi que d'un réseau de chauffage, de refroidissement et de circulation d'eau chaude. Le réseau de l'université est par ailleurs raccordé au réseau de la Stadtwerke au moyen d'un échangeur de chaleur et sert de support aux recherches et études scientifiques en lien avec l'énergie et le climat. C'est également un acteur local qui a participé à plusieurs projets développés dans le cadre du processus d'élaboration du plan directeur.

Plus de 14 acteurs de premier plan sont mentionnés comme ayant participé au processus d'élaboration de la feuille de route ou ont joué un rôle encore plus essentiel dans sa mise en œuvre.



La feuille de route de transition énergétique que la ville de Münster a développée avec ses citoyens est un bon exemple de la manière dont les villes peuvent utiliser des approches participatives. Cela montre également comment les défis que posent le changement climatique et la transition énergétique viennent transformer la gouvernance urbaine en matière de climat et d'énergie.

Les feuilles de route sont un outil de gouvernance multi-niveaux qui permet de faire participer les citoyens. Elles offrent un moyen de transformer durablement les schémas de gouvernance et permettent à la population de participer à la définition des objectifs de long terme. Les feuilles de route sont donc des outils de gouvernance participative.

 Pour plus d'informations

■ Ville de Münster : <https://www.stadt-muenster.de/klima/startseite.html>

CHARLOTTE, POUR UN ENGAGEMENT DES CITOYENS BASÉ SUR L'ÉQUITÉ

— Caroline du Nord, États-Unis



Points clés

La Ville de Charlotte s'est engagée dans une ambitieuse stratégie de réduction des émissions de CO₂ à l'horizon 2030 et 2050 et entend y associer la population au travers de divers projets visant à élaborer et mettre en œuvre ses plans d'action. Des partenariats avec des associations comme RETI ou encore Sustain Charlotte lui permettent de toucher toutes les communautés, y compris les plus démunies.

La municipalité a en effet décidé d'adopter une approche diversifiée pour combattre les inégalités en matière de distribution d'énergie propre sur son territoire. En focalisant ainsi son action sur les communautés dont le taux d'effort énergétique est le plus élevé et qui n'ont pas accès aux énergies renouvelables, Charlotte entend changer la physionomie de la ville.

CHARLOTTE : UNE VILLE DIVERSE MAIS DIVISÉE

Ville dynamique de Caroline du Nord, dans le Sud-Est des États-Unis, Charlotte compte 872 000 habitants et est la 17^e plus grande ville du pays. La population augmente rapidement et devrait atteindre 1,2 million d'ici 2040. L'économie progresse également, soutenue par une main d'œuvre elle aussi en augmentation. La population de la ville est diverse et variée et dispose d'un bon niveau d'éducation. 58 % sont des personnes de couleur et 45 % ont au moins une licence. La ville compte une importante population immigrée, près d'un habitant sur cinq étant né à l'étranger. Charlotte est également la ville américaine qui compte le plus de banques après New-York, ce qui en fait un important centre d'affaires.

Du fait de sa diversité, la Ville de Charlotte suit de près la manière dont ses différentes populations, notamment au sein des communautés les plus marginalisées, sont réparties, géographiquement et socio-économiquement, sur le territoire. Concernant la répartition géographique, à l'instar d'autres villes aux États-Unis, Charlotte a vu s'installer une fracture dans les quartiers et districts où vivent les populations aux revenus les plus faibles et les personnes de couleur. Dans le comté de Mecklenburg, une zone proche du centre-ville et qui connaît la plus forte activité économique après celui-ci, cette fracture s'est clairement accentuée au point de créer des formations en « croissant » et en « coin ».

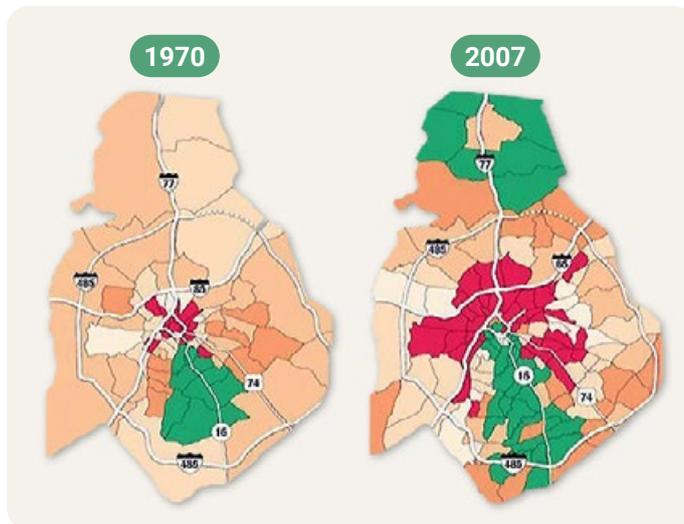
La formation en « croissant »³⁶ prend la forme d'un arc de cercle qui vient envelopper la formation en « coin », d'Ouest en Est. Cette formation occupe une grande partie du territoire de la ville et concentre l'essentiel des 58 % de personnes de couleur. L'immobilier y est moins cher qu'ailleurs et les investisseurs ont commencé à s'y intéresser, entraînant un dangereux phénomène de gentrification. Du fait de sa taille, il est difficile de se déplacer à pied dans cette zone et les habitants y sont confrontés à des problèmes de mobilité, beaucoup ne possédant pas de voiture ou de moyen de transport adéquat.

La formation en coin, reconnaissable à sa forme en pointe de lance, abrite les demeures des habitants aux plus hauts revenus, la deuxième plus forte concentration d'emplois dans la ville et, incidemment, la partie de la population qui participe le plus aux ateliers ville-citoyens. Cela s'explique par le fait que ces personnes peuvent se rendre en voiture à ces réunions et n'ont qu'un seul travail, contrairement aux plus bas revenus qui doivent cumuler deux, voire trois emplois.

Coin et croissant

Depuis 1970, certains quartiers de classe moyenne du comté de Mecklenbourg se sont transformés en quartiers pauvres ou riches. La proportion de familles vivant dans les quartiers pauvres de la région de Charlotte a augmenté de 140 %, tandis que la proportion dans les quartiers riches a augmenté de 83 %.

- Pauvres
- Bas revenus
- Revenus faibles à moyens
- Revenus moyens élevés
- Revenus élevés
- Très riches



RÉSOLUTION « FAIRE DE CHARLOTTE UNE VILLE DURABLE ET RÉSILIENTE À L'HORIZON 2050 »

Malgré la décision du Président Trump de retirer les États-Unis de l'Accord de Paris en 2017, des villes américaines comme Charlotte continuent de se fixer des objectifs climatiques ambitieux. En juin 2018 le conseil municipal, au travers de sa résolution « Faire de Charlotte une ville durable et résiliente », a imposé à l'administration de la ville de n'utiliser, à compter de 2030, que de l'énergie provenant à 100 % de sources zéro-carbone pour sa flotte de véhicules et les bâtiments qu'elle détient en propre. La résolution prévoit également l'élaboration d'un plan d'actions visant à réduire de manière drastique les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs à l'horizon 2050. Cette résolution est le résultat d'une active consultation avec des associations spécialisées dans l'engagement citoyen, comme Sustain Charlotte ou Envision Charlotte.

36. Graphique montrant les formations en croissant et en coin : <https://www.charlottefive.com/charlotte-become-segregated-city/wedge-and-crescent/>

Le plan d'actions à l'horizon 2050 ainsi défini, appelé Plan d'actions stratégique pour l'énergie (Strategic Energy Action Plan – SEAP), sera piloté par la Direction Planification, Conception et Développement de la Ville de Charlotte et vise à faire de Charlotte une ville bas-carbone. Ce type de plan d'actions est assez courant en Europe, mais aux États-Unis il est rare qu'une telle résolution et le plan qui en découle bénéficient d'un soutien unanime et bipartisan, les questions environnementales étant largement considérées comme des enjeux politiques sur lesquels il est difficile de se mettre d'accord. Le plan de la Ville de Charlotte définit des objectifs spécifiques de réduction des émissions de CO₂ par habitant et par an, ces émissions devant passer de 12 tonnes en 2015 à moins de 2 tonnes en 2050. À titre de comparaison, ces émissions s'élevaient en moyenne à 4,6 tonnes par an et par habitant en France en 2014³⁷.

Cette résolution et le plan d'actions qui a suivi portent autant sur la durabilité que sur la résilience. Parfois défini de manière relativement abstraite, pour Charlotte, le terme de « résilience » renvoie à une ville capable de faire face et de s'adapter au changement. Cette notion de résilience a d'ailleurs été utilisée pour élaborer le Plan général d'occupation des sols, qui en fait une notion centrale. Une ville résiliente, c'est également un air sain, des emplois variés et plus de 50 % de couverture arborée. Diversité et résilience, tant en matière d'économie que d'environnement, sont considérés comme les deux éléments qui permettront de faire de Charlotte une ville où il fait bon vivre, s'amuser et travailler, notamment pour les générations futures.

UN MODÈLE D'ÉQUITÉ

Pour un engagement équitable



La Ville de Charlotte place l'équité au cœur de ses projets de planification et d'engagement des citoyens. Contrairement à l'égalité, l'équité ne consiste pas à donner la même chose à tout le monde mais à donner à chacun selon ses besoins. En matière d'énergie et de technologies utilisant les énergies renouvelables, certaines communautés ont été systématiquement désavantagées, créant ainsi un défaut d'équité qui s'est traduit par un taux d'effort énergétique plus élevé et des tensions plus vives au sein de ces communautés.

L'engagement équitable est intégré aux processus de planification de la Ville de Charlotte appelés Égalité vs Équité – Source d'inspiration. Ainsi, en amont du Plan d'actions stratégique pour l'énergie (SEAP) – lequel s'inscrit dans un plan plus vaste, le plan pour l'avenir de Charlotte en 2040³⁸, 4 000 personnes ont participé à des réunions physiques et 300 000 se sont connectées en ligne et sur les réseaux sociaux. L'accent a été mis sur l'importance d'aller à la rencontre des habitants, au travers d'événements ponctuels, en faisant bien attention à couvrir tous les districts de la ville. Ces événements ont pris des formes variées : tables rondes, pétitions, voire dîners-rencontres, avec parfois des services de garderie d'enfants. Les sujets abordés ont porté sur la manière d'utiliser au mieux les transports et le foncier dans une optique de ville durable et résiliente.

1 Partenariats avec des associations pour engager les habitants

Les associations participent également à améliorer la communication entre la ville et les citoyens. Sustain Charlotte³⁹, par exemple, a activement contribué à la résolution prise par le Conseil municipal. Il s'agit d'une association communautaire à but non lucratif qui, face aux enjeux de durabilité que connaît la ville, défend une croissance intelligente. L'association travaille notamment à améliorer la situation dans le district de Charlotte-Mecklenburg, un quartier qui reste à la traîne, par rapport aux autres zones de l'aire urbaine, en matière de développement durable. Sustain Charlotte a été créée en 2010 précisément pour y remédier et est aujourd'hui le principal porte-parole de la durabilité dans la métropole.

37. Émissions de CO₂ (en tonnes par habitant) en France : <https://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?locations=FR>

38. Charlotte Future 2040 Comprehensive Plan : <https://charlottenc.gov/charlottefuture/pages/default.aspx>

39. Sustain Charlotte – <https://www.sustaincharlotte.org/>

La Ville travaille également avec Envision Charlotte⁴⁰, le premier partenariat public-privé créé en 2010 grâce à une collaboration entre Duke Energy, Cisco et Charlotte Center City Partners en vue d'améliorer la performance énergétique de bâtiments commerciaux dans le centre-ville de Charlotte. Clean Air Carolina⁴¹ est un autre organisme avec lequel collabore la ville de Charlotte. Cette association imagine un avenir dans lequel les habitants, conscients du lien entre air propre et santé publique, agissent pour que la qualité de l'air en Caroline du Nord respecte voire dépasse les normes établies à partir de données scientifiques afin de protéger la santé des personnes, de l'environnement et de l'économie.

2 Communication et possibilités de participation

Mieux encore, les citoyens sont invités à faire part de leurs préoccupations lors des réunions du conseil municipal qui ont lieu tous les lundis. À chaque réunion, un temps est prévu pour un **forum** public au cours duquel le maire et le conseil municipal écoutent ce qu'ont à dire les citoyens. Les sujets abordés ne sont pas forcément ceux inscrits à l'ordre du jour de la réunion. Lorsque les personnes qui prennent la parole le font sur des sujets récurrents ou urgents, le conseil les porte à l'ordre du jour de la prochaine réunion ou en assure personnellement le suivi avec les personnes concernées.

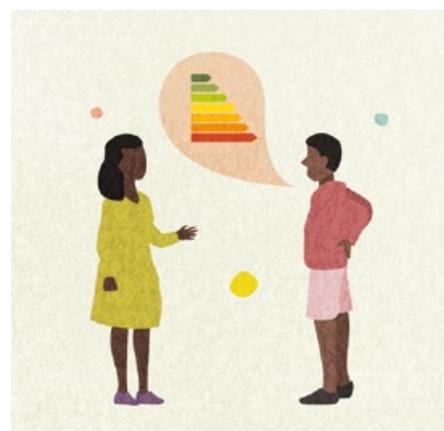
Afin d'aider les habitants qui ont deux ou trois emplois, la ville travaille avec les entreprises et employeurs pour que ces réunions puissent avoir lieu ou qu'une présentation puisse être faite aux citoyens sur leur lieu de travail. Ce type d'événement peut attirer jusqu'à 100 personnes. Pour la municipalité, il est important d'apporter cette information pour que les personnes puissent se tenir au courant et assurer un suivi auprès des personnes concernées. Enfin, la Ville travaille aussi en étroite collaboration avec les associations de propriétaires et de bailleurs afin d'être en prise directe avec les communautés sur les questions les plus urgentes.

La Ville a également essayé d'élargir sa communication sur la baisse des émissions de carbone à l'échelle de la ville. Une stratégie de communication a été déclinée dans les 6 domaines du plan d'actions stratégique pour l'énergie et il est prévu de communiquer à l'échelle de la ville afin de tenir les habitants informés et montrer l'engagement de la municipalité. Cette communication devrait prendre la forme d'un **tableau de bord** où seront indiqués les mesures prises et les progrès réalisés par la municipalité par rapport aux objectifs fixés pour 2030.

Le taux d'effort énergétique à Charlotte

Défendre une énergie équitable, c'est défendre un accès juste et impartial à une énergie propre, sûre et abordable. À Charlotte, les familles dont le taux d'effort énergétique⁴² est considéré comme sévère – à savoir les familles dont les dépenses énergétiques rapportées à leurs revenus mensuels représentent 3 à 4 fois le taux d'effort moyen – peuvent être amenées à sauter des repas, à créer de faux comptes énergie ou à contourner les compteurs pour avoir accès à l'énergie. Cette précarité énergétique touche de manière disproportionnée les personnes de couleur par rapport aux autres communautés.

Les taux d'effort énergétique élevés sont un problème chronique à Charlotte qui ne peut être résolu par les seules solutions temporaires généralement pratiquées, comme l'aide au paiement des factures. À leur niveau, les micro-réseaux, les énergies propres et l'efficacité énergétique peuvent aider ces communautés en leur permettant de récupérer jusqu'à 20 % de revenu disponible⁴³. Idéalement, les économies d'énergie réalisées grâce à l'installation de technologies utilisant les énergies renouvelables pourraient également être utilisées pour aider ces familles. La Ville s'est déjà engagée dans de telles initiatives, comme la Smart Homes initiative, afin d'identifier les moyens de réduire le taux d'effort énergétique des ménages grâce à un travail concerté avec les habitants, les entreprises énergétiques et les associations comme RETI (Renewable Energy Transition Initiative).



North End Smart District

40. Envision Charlotte – <https://envisioncharlotte.com/>

41. Clean Air Carolina – <https://cleanaircarolina.org/>

42. Taux d'effort énergétique = les dépenses en énergie rapportées aux ressources du ménage

43. DeAndrea Salvador – TED2018 : https://www.ted.com/talks/deandrea_salvador_how_we_can_make_energy_more_affordable_for_low_income_families?utm_campaign=tedsread&utm_medium=referral&utm_source=tedcomshare#t-314621

La Ville de Charlotte travaille également en partenariat avec des associations comme RETI sur divers projets dans le North End Smart District⁴⁴ (NESD). Ce district regroupe 8 quartiers du centre-ville qui s'efforcent de créer un centre de croissance économique axée sur les habitants, les données et la technologie.

Ce projet a largement bénéficié du programme équitable *Partners for Place* 2018 financé par le *Funders' network for smart growth and liveable communities*⁴⁵ qui lui a permis de recevoir 150 000 \$ pour lancer quatre projets communautaires. Pour les responsables de quartier, cette initiative a été l'occasion de travailler avec la Ville de Charlotte et ses organisations partenaires afin d'en apprendre davantage sur les nouvelles technologies et montrer aux habitants ce que ces technologies peuvent apporter au quartier. Les ateliers ont également permis aux habitants de donner leur avis sur l'élaboration et les objectifs des projets communautaires et d'aménagement urbain.



ZOOM: RETI - Renewable Energy Transition Initiative

RETI est une association basée à Charlotte qui vise à coordonner l'action sur le terrain afin d'améliorer les conditions de vie des communautés au travers de diverses actions :

- 1 Éducation** : organisation d'atelier et d'événements
- 2 Travaux d'amélioration dans l'habitat** : meilleure isolation
- 3 Programmes de recherche sur la maison intelligente** : technologies intelligentes visant à réduire les factures d'énergie
- 4 Réseaux solaires partagés** : permettent d'effacer la facture d'énergie des participants
- 5 Coopération** : défendre un prix plus équitable en travaillant directement avec les entreprises de distribution d'énergie

RETI travaille avec les communautés, les entreprises de distribution d'énergie et les agences gouvernementales afin d'assurer un accès équitable aux énergies propres, à l'efficacité énergétique et aux nouvelles technologies. La première étape consiste à cibler les communautés qui connaissent les plus forts taux d'effort énergétique et à organiser des ateliers et événements afin de les sensibiliser à la notion de précarité énergétique et les conseiller sur les petits travaux qui peuvent être entrepris pour améliorer la performance énergétique des logements et réduire ainsi le taux d'effort énergétique, comme l'isolation des fenêtres et des chauffe-eau. Avec cette approche, RETI met les communautés les plus démunies au centre de son action.

44. North End Smart District: <http://northendsmartdistrict.com/>

45. Funders' network: <https://www.cof.org/content/funders-network-smart-growth-and-livable-communities>



ENSEIGNEMENTS

La Ville de Charlotte cherche à engager les populations les plus à risque de se trouver en situation de précarité énergétique ou de marginalisation. Elle s’y emploie en délocalisant les réunions sur le terrain, là où les gens vivent et travaillent, tout simplement parce que ces personnes n’ont pas les moyens de se rendre par eux-mêmes à des réunions ou ateliers. Des événements ont même été organisés dans ou à proximité de lieux de transit, pour être encore plus accessibles.

Que ces réunions attirent 3-4 ou 400 habitants, la municipalité entend continuer à travailler au plus proche du terrain et à permettre au plus grand nombre de participer activement à l’élaboration des futures politiques. Dans une ville marquée par une profonde fracture et composée de populations très diverses, privilégier un engagement démocratique et équitable des citoyens peut contribuer à rapprocher les communautés et à mieux prendre en compte les besoins énergétiques à long terme de la ville.

Pour plus d’informations

- Ville de Charlotte : <https://charlottenc.gov/Pages/Home.aspx>
- Ville de Charlotte, Planification, Conception et Développement : <https://charlottenc.gov/Planning/Pages/Home.aspx>
- RETI – Renewable Energy Transition Initiative : <http://www.reti-set.org/>
- UNC Charlotte Urban Institute : <https://ui.uncc.edu/story/gis-day-uncc>

FONDAZIONE INNOVAZIONE URBANA, CO-PRODUIRE AVEC LES CITOYENS

— Bologne, Italie



Points clés

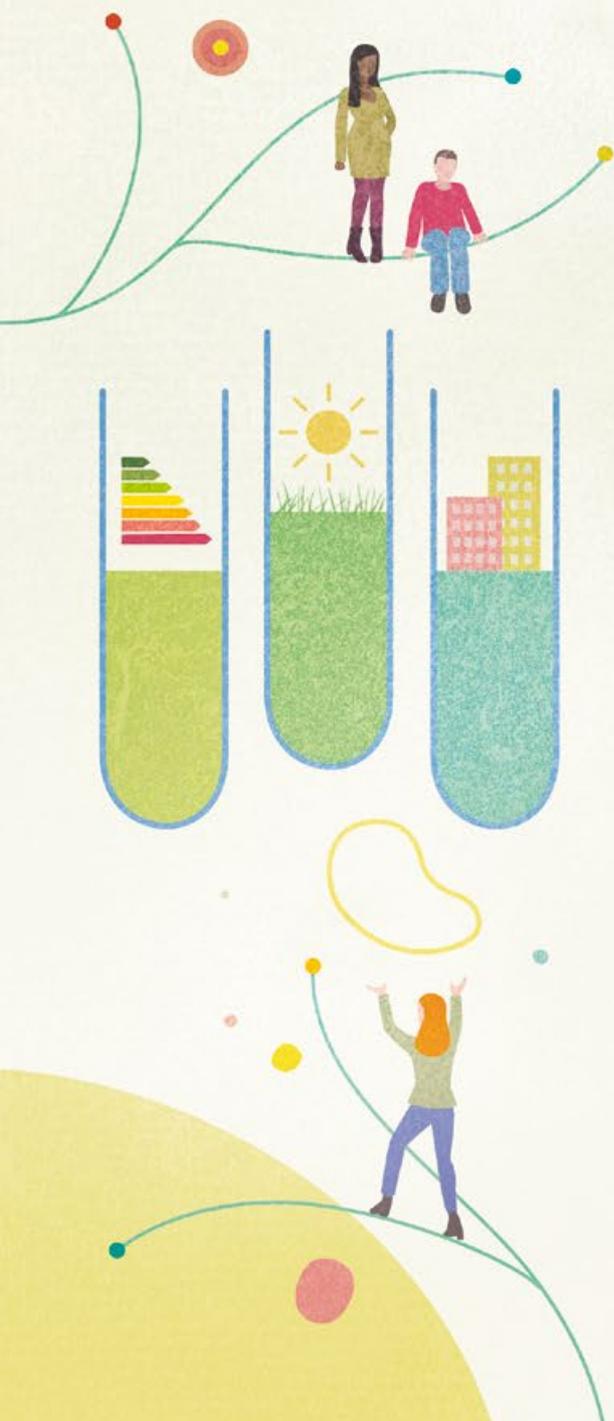
Avec 389 000 habitants, et près d'un million dans l'aire métropolitaine, Bologne, capitale de la Région Émilie-Romagne dans le nord de l'Italie, possède une longue tradition en matière de participation citoyenne. Les pratiques et projets à fort enjeu social, économique, culturel ou environnemental s'y sont en effet développés très tôt, avant de s'étendre au reste de l'Italie.

Depuis 2014, la municipalité a expérimenté de nouveaux outils visant à inclure les citoyens et les acteurs locaux dans la co-conception de la ville :

- INCREDIBOL! Pour trouver de nouveaux usages aux bâtiments publics
- Iperbole : le (nouveau) portail d'information de la Ville
- divers arrêtés portant sur l'entretien et la réhabilitation des communs urbains, et notamment un arrêté qui permet aux acteurs et citoyens locaux de signer des « accords de coopération » avec la municipalité pour proposer des solutions aux problèmes rencontrés dans les quartiers.

La Fondation pour l'innovation urbaine (Fondazione Innovazione urbana) a pour objet de favoriser l'échange d'informations avec les citoyens et de promouvoir le territoire et la culture urbaine. En tant que laboratoire urbain, cette fondation public-privé gère un espace disponible pour les expositions, séminaires, ateliers et toute activité impliquant diverses parties prenantes et portant sur les processus de transformation urbaine.

La Fondation met l'accent sur la collaboration et la participation des citoyens et intervient dans le cadre de la mise en œuvre de projets et politiques concernant la ville et ses quartiers, ou la revitalisation de communs urbains, le tout grâce à une organisation unique en son genre.



DU COMITÉ DE L'URBAN CENTER À LA FONDATION POUR L'INNOVATION URBAINE

Dans le cadre de l'action participative de la ville, l'**Urban Center di Bologna** a été créé en 2002. Un comité a été créé pour gérer cette initiative publique dont l'objectif est de partager les informations sur les grands projets infrastructurels urbains et métropolitains, et notamment de communiquer sur les importantes transformations que connaît la ville au niveau environnemental, social et spatial. Le centre a plus une vocation de lieu d'exposition que de moteur participatif mais il représente la première collaboration de ce genre entre acteurs publics et privés (citoyens, entreprises et responsables municipaux).

Dans le cadre de l'Urban Center, le **Bureau de l'imagination citoyenne** a été créé en 2017 afin de monter une équipe dédiée au soutien des pratiques participatives dans les quartiers. De janvier à juin 2018, 100 réunions ont ainsi été organisées (dont 60 sur le campus universitaire) qui ont attiré quelques 3 600 participants. Suite à cela, le bureau de l'imagination citoyenne a changé de statut en décembre 2018 et est devenu la Fondation pour l'innovation urbaine.



Les urban centers en Italie

Urban Center⁴⁶ est un terme utilisé pour décrire toute institution dont la mission principale est d'informer et d'engager les citoyens dans la planification urbaine et les politiques publiques. En Italie, leur origine remonte à la crise générale qu'ont connue les politiques urbaines dans les années 1980, non seulement en Italie mais également dans d'autres pays, et à la volonté des collectivités locales de développer des instruments, dont les plans stratégiques et les partenariats public-privé, pour y répondre.

Créés par les collectivités locales conjointement avec des acteurs publics et privés, les premiers urban centers sont apparus vers la fin des années 1990, soit après presque vingt ans de débat, dans des villes moyennes à grandes. Plus récemment, ces structures se sont développées également dans les villes de plus petite taille et se sont dotées

de fonctions documentaires, participatives et analytiques afin d'accompagner les nouveaux plans urbains, stratégiques et structurels. C'est précisément en réponse à cette prolifération que de nombreux opérateurs et universitaires ont ressenti le besoin de créer une base commune de connaissances, et de s'intéresser à ce qui se passait à l'étranger. Les administrateurs publics, chercheurs, associations et entreprises sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à ces projets⁴⁷.

D'autres urban centers existent en Italie, à Bassano, Brescia, Cagliari, Ferrare, Finale Ligure, Gênes, Milan, Montaldo Uffugo, Naples, Parme, Pérouse, Rome, Rovereto, Sienne, Spolète, Turin et Vicence⁴⁸. Il existe également un institut de recherche dédié : l'Osservatorio di Ricerca sugli Urban Center à l'université La Sapienza de Rome.

LA FONDATION POUR L'INNOVATION URBAINE

La Fondazione Innovazione Urbana (FIU) ou Fondation pour l'innovation urbaine est une organisation de droit privé fondée par la Ville de Bologne et l'Université de Bologne. Cette fondation à but non lucratif est la nouvelle identité juridique de l'ancien Comité de l'Urban Center di Bologna. Elle entend être un laboratoire d'analyse, de communication, d'élaboration et de co-production centré sur les transformations urbaines.

La Fondation participe à la définition des politiques, programmes et plans de développement municipaux. Afin d'impliquer les citoyens et rassembler des données en vue d'améliorer la qualité du processus d'élaboration des politiques, la Fondation propose diverses activités comme des guichets d'information, des ateliers, des groupes de discussions, des entretiens, des réunions ainsi que des activités développées en lien avec les communautés locales (balades dans les quartiers, reportages photographiques, etc.). La Fondation utilise également différents outils participatifs et de co-conception comme les systèmes d'information géographique participatifs, une méthode de planification participative, des outils d'engagement des citoyens via internet, les forums ouverts⁴⁹ et les réunions publiques.

46. <http://www.urban-center.org/en/what-is-an-urban-center/>

47. Urbano Humano. Tools for City Competitiveness: Urban Centers. 2008. <http://urbanohumano.org/blog/2008/10/27/strumenti-per-la-competitivita-delle-citta-gli-urban-center/>

48. Fondazione Innovazione Urbana. <http://www.fondazioneinnovazioneurbanita.it/2-urbancenter/menulaterali/31-altri-urban-center>

49. https://en.wikipedia.org/wiki/Open_Space_Technology

Actuellement, la fondation est composée de l'Université et de la Ville de Bologne, ses membres fondateurs, ainsi que d'autres acteurs urbains comme Città Metropolitana (la collectivité locale en charge de la métropole de Bologne), TPER (opérateur de transports publics), CAAB (marché alimentaire de gros), Aeroporto di Bologna (aéroport), Hera (fournisseur d'énergie), Bologna Fiere (société gérant le parc d'exposition), ACER Bologna (bailleur social), Ordine degli Ingegneri di Bologna (ordre des ingénieurs de Bologne) et la Fondazione Carisbo (fondation).

La FIU vise à **encourager les citoyens à participer aux processus de transformation urbaine**. La majorité des activités proposées se déroulent à son siège, l'Urban Center di Bologna, situé dans un lieu unique, la bibliothèque Salaborsa. Ce bâtiment carré construit sur les vestiges d'un édifice sacré étrusque est un lieu chargé d'histoire, témoin de l'évolution de la vie urbaine à Bologne au fil des siècles puisqu'il a successivement servi de marché, de salle municipale, de jardin et de salle de sport avant de devenir une bibliothèque publique en 1999.

L'Urban Center est un espace où tout un chacun peut venir s'informer sur les principales politiques et projets ayant vocation à transformer la ville et la métropole de Bologne. La FIU fait figure de « **cerveau collectif** » et de **pôle des transformations urbaines**, un creuset d'idées et d'activités et un lieu où citoyens, institutions publiques, associations, collectifs et représentants du monde économique, social et culturel peuvent se rencontrer pour discuter et agir de manière pro-active.

Structure de la Fondation pour l'innovation urbaine

Les activités de la fondation se répartissent en trois champs d'activités :

- Urban Center – laboratoire ouvert de la Ville de Bologne, activités d'information et de promotion du territoire et de la culture urbaine;
- Bureau de l'imagination citoyenne – gestion et animation de la participation citoyenne, utilisation d'outils participatifs et de co-production;
- Cartographier le présent – analyse et documentation des transformations urbaines, avec un focus particulier sur l'open data.

1 L'Urban Center : une approche participative des transformations urbaines

L'Urban Center entend promouvoir la culture et la diffusion des questions urbaines au niveau local, national et supranational. Dans ce cadre, l'accès au savoir constitue une première étape indispensable à tout processus de participation, notamment concernant l'histoire de la ville et ses précédentes transformations urbaines. Afin de tenir ce rôle, la Fondation utilise l'Urban Center comme un espace ouvert où sont organisés des ateliers, séminaires et de nombreuses expositions, dont une exposition permanente sur des sujets en lien avec la ville : environnement et mobilité, promotion du territoire, amélioration urbaine et ville numérique.

Ces activités sont expliquées dans le **Plan d'innovation urbaine**, un document régulièrement mis jour visant à connecter la collectivité locale aux réseaux de citoyens. Ce plan décrit les principales politiques de la ville, les programmes de financement associés et la méthodologie utilisée dans les phases de mise en œuvre, qui se doivent d'être solidaires et collaboratives. L'Urban Center est un outil crucial pour mettre Bologne au cœur d'un nouveau type de narration rendu accessible par un travail constant de « traduction » du langage technique et bureaucratique en une langue compréhensible et accessible à tous.

2 Bureau de l'imagination citoyenne : impliquer les citoyens dans le processus d'élaboration des politiques

Le but du Bureau de l'imagination citoyenne est d'impliquer les citoyens dans des chemins collaboratifs de co-conception des politiques urbaines. Ces activités coopératives concernent principalement la prise en charge et la réhabilitation des biens communs urbains. Grâce à une méthodologie multi-disciplinaire, le **Bureau de l'imagination citoyenne** est capable de faire le lien entre les ressources, choix et projets de l'administration publique et les besoins, potentiels et compétences des citoyens et des communautés.

La Fondation organise des campagnes, des initiatives et des événements sur le terrain en collaboration avec ses membres, les quartiers et d'autres acteurs publics et privés, anime des ateliers de co-conception et d'innovation, et réunit les propositions pour de nouvelles idées et solutions aux problèmes actuels. Les sujets abordés lors de ces ateliers incluent, entre autres, les sujets suivants : budget participatif, mobilité, qualité de l'air et gestion des espaces publics.

3 Centre pour cartographier le présent : comprendre comment la ville bouge

L'un des principaux projets est *Cartografare il presente* (Cartographier le présent) – il s'agit d'un centre de recherche et de documentation sur les transformations du monde contemporain qui utilise abondamment la cartographie et les technologies multimédias. Le centre a été lancé en 2006 au sein du Bureau cartographique du Département Histoire, Culture et Civilisation de l'Université de Bologne et collabore avec des journaux, magazines, maisons d'édition, centres de recherche et fondations pour son travail.

Le centre donne également accès à une offre de formations innovantes au travers de l'organisation d'ateliers et de formations comme le DataLab, qui vise à documenter les transformations urbaines au travers d'une représentation visuelle capable de sélectionner et synthétiser le flux toujours plus grand de données et informations disponibles grâce au numérique et à l'avènement du big data. Le centre assure également des formations et des activités de recherche appliquée en coopération avec l'université sur la cartographie des enjeux auxquels la ville est aujourd'hui confrontée, avec une attention toute particulière pour les outils numériques et l'innovation.



Une équipe multidisciplinaire

La Fondation travaille en lien avec la municipalité dans la mise en œuvre de décisions partagées et s'emploie à développer des pratiques et outils innovants afin de répondre aux besoins du territoire. Dans ce cadre, les citoyens ne sont pas seulement des interlocuteurs passifs qu'il convient d'informer mais des vecteurs d'information, des agents du changement et des acteurs capables d'étudier, de proposer, de tester et de mettre en œuvre de nouvelles réponses aux défis des villes. Ce **double rôle vis-à-vis des institutions et des citoyens** est ce qui caractérise le travail de la FIU. L'implication des citoyens est particulièrement importante dans la création et, par la suite, la reproduction de politiques de gestion du foncier et de l'immobilier.

L'équipe est composée de **14 chargés de projets** avec des parcours très différents (sociologie, urbanisme, communication, engagement des citoyens, etc.). Ils ont tous l'expérience du terrain et partagent leurs compétences lors de réunions. Chaque membre a pour objectif de créer et de renforcer le lien entre actions communautaires et politiques municipales.



Une politique de proximité

La Fondation attache une grande importance à un certain nombre de principes comme la communication, le relationnel, les échanges, l'expérimentation, l'autonomie et la multidisciplinarité. Elle entend être un espace ouvert qui vise à engager les citoyens dans le processus d'élaboration des politiques urbaines afin de répondre à leurs besoins et capacités spécifiques. La FIU s'acquitte de cette mission en adoptant une politique de proximité qui implique l'utilisation de nombreux outils numériques innovants visant à rapprocher l'Urban Center et la municipalité des préoccupations et besoins quotidiens des habitants.

Cette politique de proximité contribue également à construire une relation basée sur la confiance entre administration municipale et citoyens. Ceci est d'autant plus important dans un contexte politique global où les relations avec le public sont marquées du sceau de la méfiance.

Cette approche a montré que des améliorations significatives étaient nécessaires dans quatre domaines stratégiques : l'éducation pour tous, le bien-être social, la mobilité durable et la culture.

DES LABORATOIRES DE CO-CRÉATION

Véritable « **laboratoire ouvert et multidisciplinaire** », la FIU adopte systématiquement une démarche de co-création en vue de transformer la ville en un lieu plus agréable à vivre et en un organisme plus résilient. Les phases de co-conception et de co-création d'un projet sont ainsi ouvertes aux différents acteurs locaux, permettant de mettre en place un esprit de recherche et d'innovation à l'échelle des communautés et des quartiers.

La FIU travaille sur des projets d'envergure locale, nationale et internationale et dans tous les domaines de manière transversale : environnement, climat, revitalisation des espaces publics, promotion de l'héritage culturel, accessibilité, engagement des citoyens et open data. Les laboratoires de la FIU sont organisés en 6 laboratoires de quartier et 2 laboratoires thématiques. Ces deux dernières années, la Fondation a organisé plus de 280 réunions qui ont rassemblé près de 700 personnes dans toute la ville.

Les laboratoires de quartier

Les laboratoires de quartier, ou Piano di Zona, sont au nombre de 6. Ce sont bien plus que de simples projets et ils représentent ce pour quoi la Fondation a été créée. Les laboratoires sont mis en œuvre chaque année par le Bureau de l'imagination citoyenne. Avec les associations et communautés locales, la FIU a ainsi organisé 6 laboratoires de quartier afin d'identifier les priorités des projets pour la période 2018-2020 et lutter contre la pauvreté et la précarité, que ce soit du point de vue économique, relationnel ou éducatif. Ces problèmes sont souvent liés à la perte de lieux de sociabilisation et à l'absence d'opportunités culturelles ou sportives. Les projets de quartiers font l'objet d'un suivi de la part des services sociaux de la Ville de Bologne.

Pour chaque Laboratoire de quartier, **le processus dure 9 mois** et permet de créer des espaces où habitants, institutions publiques, associations et collectifs citoyens peuvent organiser quelque chose ensemble. Les outils et méthodes (réunions, forums dans les quartiers ou sur le net) sont choisis en fonction du contexte, le but étant de créer une écoute, une collaboration et une co-production qui permettent d'identifier les priorités, les besoins, les orientations et de faire des propositions pour imaginer des solutions partagées.

Laboratoires pour engager les plus jeunes

1 UNDER Lab

Under Lab est un laboratoire annuel créé en 2017 afin de former un groupe de jeunes à l'utilisation d'outils numériques et à l'expérimentation de nouveaux langages. Ce laboratoire est conçu pour expérimenter de nouvelles formes d'engagement de la jeunesse. Après avoir lancé un appel ouvert aux jeunes de moins de 25 ans, la FIU a monté une équipe afin de soutenir la communication des quartiers et acquérir de nouvelles compétences dans les nouveaux médias, les données et la fabrication numérique. Ce groupe de jeunes a monté des projets qui « parlent » à la jeunesse de Bologne, en utilisant notamment les réseaux sociaux et d'autres supports innovants. Par exemple, pour inciter les jeunes à voter pour leurs projets préférés dans le cadre du budget participatif, ils ont réalisé des vidéos qui ont été diffusées sur Facebook⁵⁰. Parmi les autres moyens utilisés pour engager les jeunes, citons les mêmes internet pour la communication d'événements via Instagram ou les playlists Spotify⁵¹.

50. <https://www.facebook.com/watch/?v=535937826853991>

51. <https://open.spotify.com/playlist/4gPPkJ8MdgdUXRs1Ftmjg6>

2 U-Lab

Avec près de 80 000 étudiants, Bologne compte une importante population estudiantine qu'il convient également de mobiliser. Comme pour les laboratoires de quartier, le U-Lab cible une zone, le campus universitaire, et a été créé dans le cadre du projet ROCK (H2020). Ce laboratoire des pratiques participatives s'intéresse au monde étudiant et vise à accompagner le réaménagement du campus en proposant de nouvelles idées pour son amélioration, l'utilisation non conventionnelle ou la création de services ou encore en promouvant des actions expérimentales sur les différentes zones du campus. Grâce à un appel à financement, 16 projets ont pu être financés dans le cadre d'un programme sur 4 mois comprenant 60 événements publics destinés aux jeunes.

AIR Lab – Co-crédation d'outils pour la qualité de l'air

AIR lab est un outil essentiellement expérimental basé sur des outils et méthodologies de collaboration et de participation qui cherche à impliquer davantage les citoyens dans le domaine de la qualité de l'air. Il s'agit d'un projet de recherche de type « bottom-up » sur la perception de la qualité et sur la qualité réelle de l'air qui vise à sensibiliser la population aux risques associés (essentiellement en matière de santé) et à inciter les habitants à prendre des mesures pour améliorer la qualité de l'air. Le laboratoire a également permis aux institutions de travailler avec les communautés, tant formelles qu'informelles, concernées par cette problématique afin de co-construire des processus en vue de trouver des solutions.

Le projet a été piloté par le Bureau de l'imagination citoyenne, soutenu par divers acteurs au travers de la création d'un groupe de travail. Ce groupe, composé de représentants de la municipalité, de l'ARPAE, de l'ASL, de l'université et de la Métropole de Bologne, a coordonné et géré les activités du laboratoire en tant qu'expert. Le 'AIR Lab' a également abrité un groupe de facilitation (géré par la FIU) et un groupe de scientifiques. Ceux-ci étaient chargés de coordonner les réunions thématiques, le suivi et les questions éditoriales de manière transversale.

L'AIR Lab a duré un an, d'avril 2018 à mai 2019. Pour stimuler la co-production, un appel à participation a été lancé en début de projet et des actions ont été menées afin d'évaluer les besoins des habitants. Une enquête a ainsi été mise en ligne à l'été 2018 afin de collecter les avis de 1 745 citoyens sur des thèmes en lien avec le projet. En novembre, le groupe de travail a développé une application mobile dont les contenus avaient été co-crédés à partir des éléments fournis par les divers groupes représentés. De décembre 2018 à mai 2019, en vue de développer l'application et son contenu, des thématiques ont été travaillées avec les acteurs, comme la santé, le partage de données, encore le sport.

Les principales productions de ce laboratoire ont porté sur la communication, le suivi des données et la mise en place de campagnes. Grâce à ce laboratoire, il a été possible d'apprendre beaucoup des citoyens qui y ont participé, comme les limites de la campagne d'information et de communication actuelle ou encore la manière de tirer profit de l'intelligence collective. Plus important encore, ce projet a permis de mieux connaître les habitants et de partager les données.



Grâce à son évolution progressive, de groupe de travail créé au sein de la municipalité à une fondation indépendante, la FIU est devenue un acteur respecté et incontesté. Grâce aux actions menées par ses diverses extensions, la FIU a trouvé le moyen d'engager très tôt et de façon significative les habitants de Bologne dans des projets d'innovation technologique, sociale et politique. En seulement deux ans d'existence, la fondation a réussi à engager plus de 7 000 citoyens dans 25 projets. Elle ne compte pas s'arrêter là et continue à travailler accroître l'attractivité du budget participatif et à l'amélioration des espaces publics et collaboratifs. On comprend mieux pourquoi la FIU est reconnue, tant au niveau local qu'international, pour sa réussite et son esprit d'expérimentation.



Pour plus d'informations

- Fondation pour l'innovation urbaine - <http://www.fondazioneinnovazioneurbana.it/>
- Ville de Bologne : <http://www.comune.bologna.it/>

15 AUTRES EXEMPLES

— Ailleurs

Nous avons repéré d'autres initiatives, majoritairement européennes. Elles complètent les trois cas étudiés dans la première partie de ce document.

Plateformes numériques pour la participation citoyenne

- 1 **Better Reykjavik** – Reykjavic, Islande 52
- 2 **E-Democracia** – Brésil 52
- 3 **Decidim** – Barcelone, Espagne 52

Création d'une structure réunissant acteurs publics / privés / citoyens

- 4 **Projet Vilawatt** – Viladecans, Espagne 53
- 5 **Leuven 2030** – Louvain, Belgique 54
- 6 **Leeds Climate Commission** – Leeds, Royaume-Uni 55

Urban Lab

- 7 **Le CityLab2050** – Anvers, Belgique 56

Gestion collective de la ville

- 8 **The Year of change** – Amersfoort, Pays-Bas 57
- 9 **Sustainable Energy Action Plan** – Polotsk, Biélorussie 59

Budgets participatifs

- 10 **Beware of the Pazin Budget** – Pazin, Croatie 60
- 11 **Budget participatif d'Anvers** – Anvers, Belgique 61
- 12 **Budget participatif de Cascais** – Cascais, Portugal 62
- 13 **Choisir les projets que vont financer les impôts locaux** – Guadalajara, Mexique 63

Panel citoyen

- 14 **Réfléchir au changement climatique** – Gdansk, Pologne 64

Living streets

- 15 **Se réappropriier les rues de son quartier en réinventant leur usage** 65

Plateformes numériques pour la participation citoyenne

1 Better Reykjavik — Reykjavic, Islande

Better Reykjavic se définit comme un « forum de consultation en ligne ».

Créée en 2010, la plateforme numérique *Better Reykjavic* est le fruit d'une collaboration entre la municipalité et une *tech charity* locale. L'objectif est de permettre aux citoyens de suggérer, débattre et classer des idées, leur donner la possibilité de proposer des lois et des actions pour améliorer leur ville.

L'accès à la plateforme est libre, pour y participer il suffit de créer un compte (la seule condition étant d'approuver les conditions de participation). Les citoyens enregistrés peuvent alors participer au forum, c'est-à-dire émettre des propositions et voter pour ou contre celles qui ont été émises par les autres membres. Les propositions sont par la suite soumises à la municipalité.

Au total, 70 000 des 120 000 habitants ont déjà visité le site internet.

Exemples de thèmes traités :

- ▶ Soutien aux personnes sans abris
- ▶ Conversion d'une ancienne centrale en un centre pour les jeunes
- ▶ Introduction de toilettes mixtes

A été testé dans d'autres pays : Estonie, Autriche, Écosse, Pays de Galles, Norvège, Malte.

→ SOURCES

- Site Better Reykjavik : <https://reykjavik.is/en/better-reykjavik-0>
- Financial Times : <https://www.ft.com/content/754a9442-af7b-11e7-8076-0a4bdda92ca2>
- The Guardian : <https://www.theguardian.com/public-leaders-network/2017/feb/23/democracy-digital-lessons-brazil-iceland-spain>

2 E-Democràcia — Brésil

Initiative du parlement brésilien. L'objectif est de permettre aux citoyens de participer aux débats parlementaires.

3 Decidim — Barcelone, Espagne

« *Nous décidons* », c'est le nom de la plateforme numérique pour la démocratie participative lancée à Barcelone en février 2017. Selon ses fondateurs, il s'agit d'un outil à mi-chemin entre une plateforme de prise de décisions techniques et efficaces et un réseau social politique. L'objectif est de faire croître la participation citoyenne et d'encourager les bons gouvernements. Elle permet au public de participer directement à la vie municipale, un peu comme avec les réseaux sociaux.

La plateforme permet notamment de créer des propositions officielles ou citoyennes, de les géolocaliser, d'ajouter des documents et commentaires, d'appliquer des filtres, de voter, de répondre et réagir, de recevoir des notifications ... Elle transforme ensuite les propositions en constats ou décisions, rendant ainsi visible la réponse officielle de leur acceptation ou rejet. Elle permet classer les actions en projets unitaires tout en visualisant l'état de leur avancement, de concevoir et publier des enquêtes et sondages, de choisir le mode de scrutin adapté, de convoquer des rencontres en présentiel et d'effectuer toute la gestion autour de ces événements, d'émettre des newsletters, de gérer des conférences etc.

Il s'agit d'un panel d'actions très large permettant de pousser assez loin la participation des citoyens. Elle donne également la possibilité de créer des profils représentants des groupes d'individus, de s'exprimer collectivement ou individuellement.

La plateforme est utilisée pour co-construire le plan d'action et définir l'agenda municipal. Selon Francesca Bria, Directrice de la technologie et de l'innovation numérique de Barcelone, 70 % des propositions inscrites à l'agenda municipal proviennent des citoyens.

Création d'une structure réunissant acteurs publics / privés / citoyens

4 Projet Vilawatt — Viladecans, Espagne

Avancement du projet : en janvier 2018, le projet entrait dans sa phase d'expérimentation.

La politique de transition énergétique de Viladecans, commune de la province de Barcelone 66 000 habitants, se décline en quatre axes stratégiques :

- Garantir l'offre d'énergie
- Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables
- Promouvoir les économies d'énergie et l'efficacité énergétique
- Démocratiser l'énergie et promouvoir la participation citoyenne

L'objectif du projet *Vilawatt* est de répondre à ces 4 axes en créant une société sobre en carbone, dans laquelle les citoyens jouent un rôle actif afin de garantir une transition énergétique juste et démocratique dans la Ville de Viladecans. Pour cela, le focus est mis sur la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels et plus particulièrement concernant les populations avec les plus faibles revenus (dans un contexte de forte précarité énergétique en Espagne).

Pour ce faire, un **Partenariat Public Privé Citoyen (PPPC)**, structure dont les membres sont la Ville, les citoyens et les entreprises, est créée. Il s'agit de l'entité centrale du projet *Vilawatt*, en charge de la gouvernance. Son objectif est de promouvoir et d'assurer une utilisation sécurisée, propre et efficace de l'énergie.

Le PPPC est la structure qui va permettre de gérer les nouveaux outils :

► L'offre d'énergie et la production d'ENR

Par le biais du LEO (Local Energy Operator). Il s'agit d'une seconde structure qui sera créée, entité opérationnelle du PPPC. Elle a vocation à être un offreur local d'énergie et un producteur d'ENR

► Les services permettant de faire des économies d'énergie

Par le biais de l'ESC (Energy Savings Company), structure permettant d'offrir des services pour favoriser les économies d'énergie et encourager les investissements dans la rénovation énergétique

► Les investissements dans la rénovation énergétique

Par le biais de l'ESC (cf point précédent). L'objectif est de partager au sein de la communauté le risque de cette opération peu attractive financièrement

► La monnaie locale énergie

Une monnaie locale énergie va être créée, elle sera **liée aux économies d'énergie** (les économies d'énergie seront converties en monnaie) : l'objectif est d'inciter à l'efficacité énergétique, augmenter la capacité économique des personnes les plus vulnérables et renforcer l'économie locale.

Ce projet se focalise sur le quartier de Montserratina (30 % de la population de la ville). Le revenu annuel par habitant y est plus bas que la moyenne, la consommation finale d'énergie plus élevée et la précarité énergétique est importante.

Ce quartier a également été très affecté par la crise de 2007, un grand nombre de bâtiments commerciaux sont inoccupés en rez-de-chaussée des immeubles.

→ SOURCES

- https://www.uia-initiative.eu/sites/default/files/2018-01/FINAL%20VERSION_Viladecans.pdf
- <http://www.uia-initiative.eu/fr/uia-cities/viladecans>

Création d'une structure réunissant acteurs publics / privés / citoyens

5 Leuven 2030 — Louvain, Belgique

En 2011, la Ville de Louvain se fixe l'objectif de devenir neutre en carbone d'ici 2030. L'ONG *Leuven Klimaatneutraal 2030 (LKN2030)* se développe en 2013. En 2016, elle change de nom et devient *Leuven 2030*. La Ville en est un partenaire et sponsor important, c'est également elle qui est à l'origine du projet.

Composée de 60 membres (organisations et citoyens) lors de sa création, elle en compte aujourd'hui plus de 300. Elle vise à favoriser la mise en place de projets durables dans la ville, qu'ils soient mono ou multi acteurs. Pour cela, ils doivent remplir les trois critères suivants :

- La participation citoyenne
- La justice sociale
- L'application des best practices du développement durable

Les thèmes traités sont le bâtiment, la mobilité, l'énergie, l'agriculture et la nutrition, la nature et la consommation etc. Les trois premiers thèmes étant les principaux. Une des étapes importantes dans la mise en place de la « *ville neutre en carbone* » a été la réalisation d'un nouveau plan de mobilité en septembre 2016.

La **participation citoyenne** est une des forces de *LKN2030*, elle se fait ainsi par exemple à travers :

- ▶ La mise en place de projets climatiques à destination des écoles avec un focus sur l'éducation et la sensibilisation aux questions climatiques
- ▶ Projection : imaginer à quoi pourraient ressembler les endroits les plus connus de Louvain en 2030
- ▶ L'organisation, chaque année, d'une *semaine du climat*, d'un jour sans voiture (dernier dimanche d'août), d'événements durables tels que le *Wereldfeest* ...
- ▶ L'engagement et la participation des citoyens dans la définition et la mise en œuvre du plan de mobilité pour le centre-ville. L'un des partenaires important de ce projet a ainsi été une plateforme citoyenne, née de *LKN2030*, regroupant 70 citoyens / experts
- ▶ Une consultation publique portant sur les mesures proposées dans le cadre du plan de mobilité



Le 7 septembre 2017, une commission est créée à Leeds pour aider la Ville à traiter les questions relatives aux politiques énergie-climat. Celle-ci est nommée *Leeds Climate Commission*. Elle s'inscrit dans le mouvement plus large des *Can do Cities*. Il s'agit d'une initiative qui vise à faire travailler ensemble les acteurs des secteurs publics, privés et associatifs sur les questions climatiques, à l'échelle des villes et au Royaume-Uni. L'objectif est de mettre en synergie un certain nombre d'acteurs afin de traiter des questions qui sont habituellement mises de côté et de proposer ainsi une nouvelle approche pour faire face au changement climatique.

La *Leeds Climate Commission* est la première de ce type à voir le jour au Royaume-Uni, à l'échelle d'une ville. Elle est présidée par l'Université de Leeds. La vice-présidence est assurée par le conseil municipal.

Ses membres sont issus de 24 organisations clefs de Leeds (des secteurs publics, privés et associatifs). Elle a l'ambition d'être une instance indépendante, susceptible de conseiller les autorités dans la construction d'un futur soutenable, de conseiller et influencer les actions des personnes en charge des décisions. Elle a ainsi pour objectif d'**endosser le leadership sur les questions énergie-climat à Leeds et de guider la Ville dans sa route vers la réduction des émissions de GES**.

Elle cherche à favoriser les investissements permettant d'atteindre une société sobre en carbone et résiliente climatiquement. Il s'agit d'investir maintenant afin d'éviter à la Ville des dépenses importantes en réparation des dégâts dus au changement climatique.

Cette commission a trois grandes missions :

- ▶ Faciliter le développement de projets collaboratifs qui vont dans le sens des objectifs climatiques de la Ville ;
- ▶ Agir comme un forum dans lequel les organisations peuvent changer des idées, solutions, informations etc. ;
- ▶ Produire chaque année un rapport ayant vocation à améliorer et alimenter le processus démocratique de Leeds.

Elle est soutenue par le conseil municipal mais part du constat que, seule, la municipalité ne pourra pas relever l'ensemble des défis. Il faut pour cela que l'ensemble des secteurs se mobilisent pour encourager le financement vert. Elle est donc ouverte à la communauté des entreprises, des investisseurs, des développeurs et des conseillers et met l'accent sur la manière dont la croissance durable peut être abordable et bénéfique pour les entreprises

→ SOURCES

- <https://news.leeds.gov.uk/pioneering-new-climate-commission-could-see-cities-save-millions-of-pounds-a-year>
- <https://www.youtube.com/watch?v=0nEbms34JbY>
- <https://www.walkermorris.co.uk/news/leeds-climate-commission-and-green-taskforce-come-together-to-accelerate-green-finance-growth-in-the-city>

7 Le CityLab2050 — Anvers, Belgique

Parmi les différents Labs proposés, celui d'Anvers (Belgique) fait particulièrement écho à celui de Maastricht. Il possède également une position hybride (entre municipalité et citoyens) et entretient de bonnes relations avec le *M-Lab*.

Il a aussi été étudié dans le cadre du **projet européen Urb@Exp**⁵² qui a examiné le fonctionnement de ces nouveaux espaces d'innovations et de gouvernance à l'échelle des villes, afin de réaliser un guide de bonnes pratiques pour toute personne souhaitant mettre en place un tel *Lab* (Anvers, Maastricht, Graz, Leoben et Malmö).

Face à l'urgence ressentie par les politiques et les habitants de transformer Anvers en une ville plus durable, le *CityLab2050* a été créé en 2013 par la municipalité. Il a pour ambition d'aider celle-ci à co-construire un futur soutenable pour la ville, en partenariat avec ses citoyens, instituts de recherche, organisations de la société civile ainsi qu'avec les acteurs économiques. Il se définit comme un « Lab pour l'innovation durable » et vise à apprendre comment mettre en place la transition vers une ville durable.

Finalement, il cherche à répondre à la question : « Quels thèmes sont susceptibles d'attirer et de stimuler l'innovation à l'échelle de la ville ? ».

Le *Lab* est relié au département de l'énergie et de l'environnement de la Ville d'Anvers. Même si la soutenabilité ne doit pas être entendue seulement dans sa dimension environnementale mais également sociale, économique et culturelle, il a été décidé par la municipalité que les projets soutenus par le *Lab* devraient tous posséder une dimension écologique.

Thèmes traités par le CityLab2050 :

- ▶ Verdir la ville
- ▶ Les éco-logements
- ▶ Les énergies renouvelables dans le centre-ville
- ▶ L'économie circulaire dans le domaine de la mode : « Fashion Flows »
- ▶ L'alimentation soutenable dans et pour la ville
- ▶ Anvers, ville collaborative
- ▶ L'éco quartier Sint Andries
- ▶ L'entrepreneuriat circulaire dans le quartier du Nouveau Sud

Comme le *M-Lab*, le *CityLab2050* se veut comme un espace situé entre la Ville et la société civile. Alors que le *Lab* de Maastricht a pour cela mis en place une équipe d'animation constituée d'employés municipaux et de membres de la société civile, le *Lab* d'Anvers compte lui sur ses relations avec ses partenaires. Pour chaque projet, un travail important est effectué par le *Lab* identifier les partenaires. L'objectif est d'associer un maximum d'acteurs, qu'ils soient économiques, issus du monde de l'enseignement de la recherche, membres d'organisations sociales ou d'associations de citoyens, afin de porter les projets.

En 2016, le *Lab* a tenté d'inclure des partenaires non plus à l'échelle des projets mais à l'échelle du *Lab*. L'expérience ne s'est pas révélée très concluante, l'engagement étant moins concret pour les partenaires.

Lors du lancement du *Lab* en 2013, la Ville a laissé une grande place aux partenaires et ne s'investissait que peu dans le projet. Aujourd'hui, elle cherche à contrebalancer le poids des acteurs externes et à prendre davantage part au fonctionnement du *Lab*.

Finalement, la municipalité cherche aujourd'hui à expérimenter un nouveau rôle, à passer de celui d'initiateur à celui de facilitateur et garant de la mise en place d'un cadre permettant le développement d'initiatives.

Le rôle du *Lab* est ainsi de faciliter la réalisation d'expérimentations pilotes et de soutenir leur mise en œuvre. Pour cela, il cible « les pionniers, les personnes qui ont des idées » et constitue à la fois un forum qui invite toute la communauté de la ville à co-construire les ambitions et projets en termes de soutenabilité, mais aussi un espace de rencontre entre les différents acteurs.

52. <http://www.urbanexp.eu>

8 The Year of change — Amersfoort, Pays-Bas

Début des années 2010, la situation aux Pays-Bas et plus spécifiquement à Amersfoort peut se résumer ainsi :

- ▶ Beaucoup de compétences nationales sont transférées aux municipalités
- ▶ En parallèle, réduction du budget des villes alors que jusqu'alors période de prospérité : paralysie des structures traditionnelles de gouvernance
- ▶ Les citoyens sont de plus en plus insatisfaits des actions de la Ville
- ▶ Une dégradation de la situation économique de beaucoup de citoyens : de plus en plus d'habitants décident de s'investir dans des mouvements bottom up et réclament le droit d'agir dans leur ville
- ▶ La hausse chômage : beaucoup de personnes perdent du « pouvoir » et veulent faire quelque chose d'utile

Face à ces constats, les décideurs d'Amersfoort envisagent la possibilité de fournir des services publics en collaboration avec les citoyens.

Au départ, deux expérimentations voient le jour :

* Alimentation durable

En 2011, un nouveau marché de produits locaux est lancé. Puis 80 initiatives avec pour thème l'alimentation durable sont lancées par un groupe de citoyens. Ils décident ensuite de postuler pour le prix de la capitale néerlandaise du goût. Cela leur demande beaucoup d'efforts et d'investissement (candidature, trouver les financements etc.). En 2012, Amersfoort remporte ce prix et postule au projet européen URBACT « *Sustainable food in urban communities network* ».

* The old Elisabeth Hospital

Il s'agit d'un ancien hôpital dont la démolition est prévue à court terme. Le conseil municipal souhaite transformer cette zone en espaces verts, une réflexion est donc lancée au sein de la mairie.

Certains citoyens voulant s'impliquer dans le projet, la municipalité décide de faire marche arrière et de les laisser mener le projet. Un groupe de citoyens est formé, avec une reconnaissance officielle de la mairie qui leur alloue également un budget. L'objectif est que les citoyens s'organisent entre eux et conçoivent un plan de développement sur 10 ans pour ce futur espace vert.

Le processus a démarré en avril 2013 et le plan a été délivré avant les élections municipales.

Le groupe de citoyens est resté volontairement ouvert, les ébauches de documents ont toujours été publiées. Au final, l'équipe se sentait investie et parfois se sentait stressée au vu des responsabilités qui lui incombaient.

Ce projet a représenté 1 400 heures de travail (sans compter le travail des architectes)

2013 : *Forward Together year*

Suite à ces deux expérimentations, la Ville organise une année de réflexion avec de multiples expérimentations sur des projets *bottom up*, de nouveaux processus participatifs etc.

Organisation d'une grande conférence *The New Collaboration* par les citoyens (discuter le système démocratique et explorer de nouveaux modes de collaboration). Les membres du conseil municipal et des employés municipaux ont participé à ces groupes citoyens qui faisaient des recommandations à la mairie.

2014 : *The Year of change*

L'année suivante est déclarée par la municipalité « année du changement » : il s'agit d'une année pour repenser et réorganiser la ville, les pratiques et les structures administratives. Tous ces changements sont mis en place progressivement depuis 2015. L'objectif est de faciliter de nouveaux modèles de collaboration entre la population de la ville et l'administration.

Exemples :

- ▶ Une « **change team** », composée de 5 personnes est créée au sein de la municipalité. Elle a pour objectif de permettre à la Ville de passer du rôle de « pouvoir » à celui « d'administration apprenante »
- ▶ Organisation d'un G1000 (regroupant 600 personnes) en 2014
- ▶ Les employés municipaux doivent devenir des « free range civil servants »
"Like free-range chickens, they should move around freely, decide where they go, gather information here and there and bring back useful knowledge to the city administration. They should spend more time in the field, interacting with the citizens, instead of sitting behind their desks. This new proactive posture is reflected in the key qualities expected from civil servants in the Amersfoort administration's new mission statement: curiosity, being close and accountability"
- ▶ Organisation de City Café : les conseillers municipaux rencontrent les citoyens pendant des sessions d'une demi-journée pour parler de façon informelle et sans restriction de temps

Originalité du processus

Il n'est pas planifié et ni articulé, mais il émerge progressivement en réponse aux expérimentations et aux besoins des citoyens. Une série de nouvelles pratiques apparaissent ainsi, interagissent ensemble et produisent progressivement des changements systémiques dans la ville.

➔ SOURCES

- http://urbact.eu/sites/default/files/cs-03a_si-amersfoort-f4.pdf
- <https://www.socialinnovationexchange.org/insights/six-interview-series-mirjam-wingelaar-amersfoorts-free-range-civil-servant>

La Ville de Polotsk – 85 000 habitants – a signé la *Convention des Maires* en 2011, elle n'avait alors aucune expérience ni en transition énergétique, ni en démocratie participative. Après des visites en Allemagne et Espagne, la Ville décide de lancer son PAED (Plan d'Action pour l'Énergie Durable) et devient ainsi une référence en Biélorussie.

Jusqu'alors, la ville connaissait une hausse constante de sa consommation électrique et énergétique (+ 2,78 % par an). L'objectif du PAED est alors de travailler sur l'efficacité énergétique et sur le développement des énergies renouvelables.

Pour ce faire, le PAED est pensé de façon la plus inclusive possible, l'objectif étant d'associer au maximum les acteurs.

Les acteurs concernés par ce processus participatif :

- ▶ membres de communautés locales (communauté des cyclistes, association d'étudiants architectes);
- ▶ établissements publics (écoles, département municipal de la jeunesse)
- ▶ entreprises (vendeurs de vélos) ;
- ▶ experts (institut de recherche sur le développement urbain) ;
- ▶ médias de masse (radio Europa Plus, journal local).

Domaines dans lesquels a eu lieu la participation :

- ▶ La définition du PAED : Par le biais de consultations publiques sur le plan draft, les habitants pouvaient contribuer et commenter de façon électronique
 - ▶ La mise en œuvre : Il s'agit de décider des stratégies, de prévoir les interventions et d'organiser des événements de sensibilisation sur les sujets relatifs à l'énergie (festivals par exemple)
 - ▶ L'évaluation : Par le biais d'enquêtes publiques
- Différentes formes de participation sont alors mises en place : enquêtes publiques, votes ouverts, ateliers, séminaires, lectures, festivals et événements publics, forums d'architecture...

Quelques exemples :

* Le plan de mobilité urbaine durable (Sustainable Urban Mobility Plan – SUMP)

Une enquête publique a été réalisée, elle portait sur les problèmes urbains existants et a obtenu plus de 600 réponses permettant ainsi de comprendre les attentes des citoyens. De celle-ci est par exemple ressorti le besoin de créer des pistes cyclables, le tracé a alors été défini par une consultation des usagers. Tout le processus a été soutenu et supervisé par le CGW (Citizen Working Group). Il regroupe notamment des citoyens, des étudiants en architecture, des entreprises locales et des médias.

* La semaine européenne de la mobilité : en 2015 et 2016

* La stratégie relative à l'éclairage public

Un forum architectural d'une semaine a été mis en place, au cours duquel 40 étudiants ont pu soumettre leurs idées sur l'éclairage urbain. À la fin du forum, ils ont développé et réalisé leur projet d'éclairage public pour la ville. Ce forum a été un tel succès que les étudiants ont eux-mêmes mis en place leur propre forum (le Centre pour l'urbanisme et le design) suite au forum municipal.

* Les journées de l'énergie

Ces journées sont nées en 2012 et sont depuis reconduites chaque année, elles cherchent à attirer l'attention des habitants sur les questions relatives à l'efficacité énergétique.

→ SOURCES

- <https://www.youtube.com/watch?v=X4enbGJi9GA&feature=youtu.be>
- <http://www.enlarge-project.eu/synthesis-of-31-case-studies-of-participatory-processes-in-the-sustainable-energy-field>

Budgets participatifs

Né dans les années 1980 en Amérique du Sud (Porto Alegre), le budget participatif est aujourd'hui un symbole international de la démocratie participative. De plus en plus de villes décident de se doter de cet outil, cependant les résultats et la participation citoyenne sont assez variables d'une ville à une autre.

10 Beware of the Pazin Budget — Pazin, Croatie

La Ville de Pazin – 9 000 habitants – s'est fixée divers objectifs : impliquer les citoyens dans la construction et la mise en œuvre du budget municipal tout en les éduquant sur les fonctions du gouvernement local. Il s'agit de construire une confiance mutuelle entre les citoyens et la municipalité et de permettre aux citoyens d'identifier, de discuter et de prioriser les projets financés avec de l'argent public. Finalement, la Ville cherche à transférer aux citoyens une partie du pouvoir de décision concernant l'allocation de l'argent public.

C'est pour répondre à ces nombreux défis qu'en 2013, un budget participatif est mis en place à Pazin. Il se déroule alors en **5 grandes étapes** :

1. Réunion interne du gouvernement local
2. Publication d'un appel aux citoyens à soumettre des projets de travaux publics municipaux (de petite envergure)
3. Analyse des propositions par la municipalité (coût, localisation etc.)
4. Réunions publiques dans chaque quartier pour présenter les projets qui le concerne (explications, prix)
5. Vote des citoyens pour les projets à financer l'année suivante

Rapidement, les projets proposés ont commencé à dépasser le budget municipal. La Ville a cherché à ajuster le projet, les quartiers ont alors été divisés en deux groupes, chacun étant financé un an sur deux. Ainsi, tous les deux ans, chaque quartier dispose du double de son budget habituel afin de financer de plus larges projets.

L'expérimentation a grandi au fil des ans et le même modèle a été appliqué aux projets plus importants. En 2017, lors des consultations publiques, les citoyens étaient invités à sélectionner deux projets sur les quatre présentés :

* Projets retenus

- Rénovation de la gare routière centrale
- Construction d'une maison de retraite

* Projets non retenus

- Aménagement de la rivière Pazincica
- Extension de l'école primaire

Un réel focus est mis sur l'éducation des citoyens. Ainsi, des conférences publiques sont organisées dans tous les domaines : culture, sport, infrastructures municipales etc. Cela permet aux citoyens mieux comprendre les enjeux et l'action de la Ville, et de faire ressortir ce qui est important pour eux (ex : le thème de l'éclairage public est apparu comme une préoccupation importante des citoyens).

L'engagement municipal est fort dans ce projet, les élus et les employés municipaux prennent par exemple part à toutes ces réunions (elles se déroulent sur 12 jours, tous les soirs après 18 h). De plus, pour éviter de biaiser les résultats, les réunions sont gérées par des modérateurs extérieurs.

Budget total :

- ▶ 2015 : 40 000 € (300 000 kuna), répartis entre les différents quartiers (30 000 kuna pour les plus petits, 50 000 kuna pour les plus grands)
- ▶ 2017 : 83 150 € qui ont permis d'inscrire 44 projets au budget 2018, sur les 189 ayant été soumis

D'autres villes s'intéressent désormais au projet, des représentants de Pazin font des consultations / partagent leur expérience. Tout ce travail est publié en open source sur leur site internet.

SOURCES

- <http://www.blog.urbact.eu/2018/03/pazin-builds-mutual-trust-by-involving-its-citizens-in-passing-the-budget>

Avancement : lancé dès 2013

Le budget participatif de 2017 représente :

- ▶ 1,1 million d'€ soit 10 % du budget du conseil du district
- ▶ 1 500 participants (sur une population de 200 000 habitants). Les participants sont assez représentatifs de la population grâce à un programme de sensibilisation qui a été mis en place à l'égard des jeunes ainsi que des personnes issues de l'immigration. L'objectif était de leur fournir les connaissances et la confiance nécessaire pour participer.

Le projet se déroule en trois phases, pour chacune d'entre elles les participants sont répartis sur des tables de 6-7 personnes. L'objectif est ainsi de mélanger les différents milieux sociaux et les classes d'âge. Le processus se déroule ensuite en trois étapes.

* 1^{ère} étape

Chaque table de participants choisi, parmi 95 sujets proposés par la Ville (regroupant l'ensemble de ses compétences), les 5 qui lui semblent les plus importants à financer. Les résultats sont mis en commun et les 12 sujets ayant reçus le plus de votes sur l'ensemble des tables sont retenus.

* 2^e étape

Des jetons de poker, représentant de l'argent, sont distribués aux participants. Les tables doivent alors les répartir sur les 12 sujets sélectionnés à l'étape précédente. Les participants reçoivent des informations complémentaires sur ces sujets (ce que le district fait déjà sur ce thème et des informations sur le coût moyen des projets concernant cette thématique).

Les participants doivent alors répartir leurs jetons sur les différents thèmes. Il faut qu'au moins 4 personnes soient d'accord pour que l'argent aille sur tel ou tel sujet, le choix se fait par consensus.

* 3^e étape

Les individus et organisations sans but lucratif peuvent soumettre des idées de projets correspondants aux thématiques retenues à l'étape n°2 (en précisant si ceux-ci devraient être mis en place par la société civile ou par le gouvernement).

Les idées sont examinées par la Ville (voir si elles entrent dans les critères) puis débattues et sélectionnées par consensus par les citoyens (toujours dans les groupes de 6-7 personnes). Les projets sont ensuite classés en fonction du nombre de votes qu'ils ont reçus, ils seront financés dans cet ordre-là, jusqu'à épuisement du budget.

➔ SOURCES

- http://nws.eurocities.eu/MediaShell/media/Antwerp_participatory_budget.pdf
- https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/citizen-participation-in-fp9-a-model-for-mission-and-work-programme-engagem-ent_2018_en_0.pdf

Budgets participatifs

12 Budget participatif de Cascais — Cascais, Portugal

Le budget participatif de Cascais est l'un des plus importants d'Europe. Il a été inauguré en 2011 dans cette ville où la démocratie participative est promue sous diverses formes depuis de nombreuses années.

En 6 ans, il totalise ainsi :

- ▶ 219 000 votes
- ▶ 15,8 millions d'€ de budget
- ▶ 1 027 propositions de projets
- ▶ 88 projets réalisés (mi-2017)

Le budget participatif est un outil, mis en place par la municipalité pour permettre aux habitants de proposer des projets municipaux et de voter pour les projets qu'ils jugent prioritaires. Les projets ayant reçus le plus de voix sont alors inscrits au budget de l'année suivante et mis en œuvre par la Ville.

L'objectif du budget participatif est, selon Carlos Carreiras (maire de la ville), de réinventer la relation entre les habitants et la municipalité, pré requis pour sauver les institutions de la crise actuelle qu'elles connaissent, mais aussi pour faciliter l'inclusion de populations qui étaient jusqu'alors marginalisées. Il s'agit finalement de restaurer la confiance entre la Ville et ses habitants, ce qui passe inévitablement par la recherche de nouvelles pratiques démocratiques ainsi que par une décentralisation du pouvoir de décision au bénéfice de la population.

Le budget participatif propose de nouvelles façons d'être actif de sa citoyenneté et renforce le périmètre de participation et le dialogue avec les habitants.

Un cycle de budget participatif comporte deux phases : la décision et la réalisation.

C'est au cours du cycle de décision qu'a lieu la participation citoyenne. Celle-ci se fait par le biais du site « *Cascais participa* » et lors de sessions publiques de participation (ainsi que par SMS pour les votes).

Au fil des années, diverses options ont été intégrées pour faciliter la participation citoyenne. Il est désormais par exemple possible de voter par SMS ou de soumettre des propositions par internet. Chaque participant dispose de deux voix positives (qu'il doit obligatoirement donner à deux projets distincts) et d'une voix négative.

Des outils complémentaires sont actuellement en phase de test :

- ▶ Un autre circuit pour que les citoyens puissent proposer des projets ne correspondant pas aux critères du budget participatif
- ▶ Une **monnaie locale démocratie participative** : il s'agirait d'un système de points permettant d'encourager et récompenser la participation citoyenne. Ces points seraient obtenus lorsque les habitants s'impliqueraient dans des actions de démocratie participative. Ils pourraient ensuite utiliser ces points pour payer des services municipaux, comme une monnaie locale traditionnelle.

On constate une forte augmentation de la participation depuis le début de l'expérience. Ainsi l'édition de 2011 a regroupé 6 903 votants (soit 4,02 % de la population de plus de 16 ans) celle de 2016 en comptait 58 567 (soit 34,11 %).

Répartition des projets réalisés par thème (2011-2016)

Écoles	27	Équipements culturels et de loisir	5
Réhabilitation et requalification urbaine	12	Action sociale	5
Espaces verts	10	Protection de l'environnement et énergie	1
Réseaux routiers	10	Patrimoine historique	1
Équipements sportifs	9	Innovation et savoirs	1
Sécurité et protection civile	7	TOTAL	88

→ SOURCES

- *A city starts with people*, Nelson Dias e Vanessa Duarte de Sousa, Cascais Town Hall
- Portugal, le premier pays au monde à expérimenter le budget participatif à l'échelle nationale
https://apolitical.co/solution_article/portugal-world-first-participatory-budget
- *25 Years of Public Budgeting Worldwide*
http://www.in-loco.pt/upload_folder/edicoes/1279dd27-d1b1-40c9-ac77-c75f31f82ba2.pdf

13 Choisir les projets que vont financer les impôts locaux — Guadalajara, Mexique

Né en 2010 dans l'une des municipalités de Guadalajara (Tlajomulco – 30 200 habitants), le projet a été proposé par le congrès citoyen et accepté par le maire. Il a été décidé que 15 % des impôts locaux seraient affectés aux projets élus par les contribuables. En 2011, des urnes et des bulletins de vote font leur apparition aux endroits où les citoyens payent leurs impôts. Ils ne sont plus passifs mais deviennent alors actifs en décidant quels projets seront financés par les impôts qu'ils viennent de payer. La première semaine, le taux de participation atteint 67 %. La deuxième semaine, le dispositif est renforcé par des machines à voter électroniques.

Aujourd'hui les urnes et les machines sont présentes dans les mairies mais aussi dans les banques (car les citoyens peuvent payer leurs impôts à la banque).

2016 : 22 millions € de budget participatif, 71 projets en jeu

Depuis 2010, le dispositif s'est diffusé dans 5 autres municipalités de Guadalajara.

→ SOURCES

- <http://lesbudgetsparticipatifs.fr/a-guadalajara-on-vote-au-moment-de-payer-ses-impots>

En 2016, un panel citoyen de 63 personnes sélectionnées au hasard (en fonction de leur âge, de leur niveau d'éducation et de leur lieu d'habitation) a été mis en place à Gdansk. L'objectif était de réfléchir aux moyens de prévenir les inondations, et de façon générale à « *Comment combattre le changement climatique dans une ville littorale comme la nôtre, où il est déjà d'actualité ?* ».

La Ville met tout d'abord en place un budget participatif et des réunions mensuelles « *Your district, your Gdansk* ». Ces outils s'étant révélés être des canaux efficaces de communication avec les habitants, la Ville décide d'aller plus loin avec le panel citoyen.

Ce panel s'est réuni à trois reprises les samedis (réunion d'une journée entière), pendant lesquelles les citoyens rencontraient des chercheurs et professionnels de l'environnement et de la prévention des inondations. Chaque journée se focalisait sur un thème particulier :

- ▶ Comment améliorer la rétention des eaux pluviales dans le *Tricity Landscape Park* ?
- ▶ Comment la Ville doit-elle soutenir les habitants touchés par de fortes pluies ?
- ▶ Lorsque de nouveaux réservoirs sont construits, faut-il renoncer à les remplir partiellement ? (Actuellement, les réservoirs sont remplis d'eau et constituent ainsi des petits étangs ou lacs avec des fonctions récréatives : pêche, détente etc.)

Ce panel citoyen a abouti à un ensemble de recommandations adressées au gouvernement, celles-ci devaient avoir été approuvées par au moins 80 % des participants. Le pourcentage est très élevé car cette réflexion nécessite un réel consensus et pas seulement une faible majorité.



SOURCES

■ https://www.huffingtonpost.com/pawel-adamowicz/civic-panel-how-to-engag_b_13036962.html



15 Se réappropriier les rues de son quartier en réinventant leur usage

Inspirées par les *Rues Vivantes (Living Streets)* de Gand, dans le cadre du projet européen *LIFE Living Streets*, sept autres villes – Zadar, Turin, Ivanić-Grad, La Rochelle, Rotterdam, Bruxelles, Milton Keynes – ont créé leurs propres *Rues à Vivre* avec l'aide de pionniers du réseau *Trojan Lab* (à Gand), des transitionnistes venant de Meneer de Leeuw (Pays-Bas) et d'Energy Cities.

Le concept

La collaboration entre les citoyens, les entreprises, les autorités locales et les associations permet temporairement aux habitants de **transformer leurs rues en l'endroit dont ils ont toujours rêvé**. Une *Rue à Vivre* permet de laisser libre cours à son imagination et de trouver des alternatives qui transforment les espaces publics et renforcent la dynamique collective. C'est un laboratoire urbain abordant plusieurs questions telles que la mobilité, l'agriculture urbaine, l'économie locale, la solidarité, la cohésion sociale, la culture, les loisirs, le sport et la santé.

Dans une *Rue à Vivre*, les habitants sont amenés à se connaître, ils se rencontrent et débattent des besoins de leur rue. Ils imaginent ensemble à quoi leur rue idéale ressemblerait et cherchent des solutions pour réaliser leurs rêves.

À **Turin, en Italie**, le quartier résidentiel de Campidoglio (de 5 000 habitants), qui abrite également de nombreux artistes et artisans locaux, joue le rôle de laboratoire de recherche où les *Rues à Vivre* sont expérimentées. Proche du centre-ville, il se caractérise par des rues étroites, bondées de voitures, avec une seule rue piétonne. Les résidents ont voulu se réapproprier les rues et réorganiser l'espace public. La municipalité a soutenu ce projet en proposant le *Laboratorio Campidoglio* en 2017.

À **Ivanić-Grad, en Croatie**, la place principale a été interdite aux voitures en 2017. Les objectifs étaient de préparer la zone pour la création d'un centre-ville piétonnier, de promouvoir le vélo comme moyen de transport, de soutenir la production locale et de développer l'économie circulaire. Des ateliers traitant du réaménagement des espaces urbains ont été organisés avec les citoyens, en considérant la place comme une « pièce » vivante fermée à la circulation.

À **La Rochelle, en France**, le quartier Saint-Nicolas est un petit centre commercial proche du centre-ville. L'objectif était de rendre cette rue et ce quartier repérables de loin et d'y attirer plus de monde. Les *Rues à Vivre* ont été utilisées pour aider les commerçants locaux qui ont du mal à attirer plus de clients

à cause de la concurrence des grandes zones commerciales de la périphérie. Des *Rues Vivantes* ont également vu le jour sur l'ancienne place du marché afin de réduire la circulation automobile. Dans les *Rues à Vivre*, La Rochelle a utilisé le vélo comme un facteur de changement de comportement volontaire, en relation avec de nombreux aspects tels que l'environnement, la santé, l'éducation, la sociabilité et l'économie.

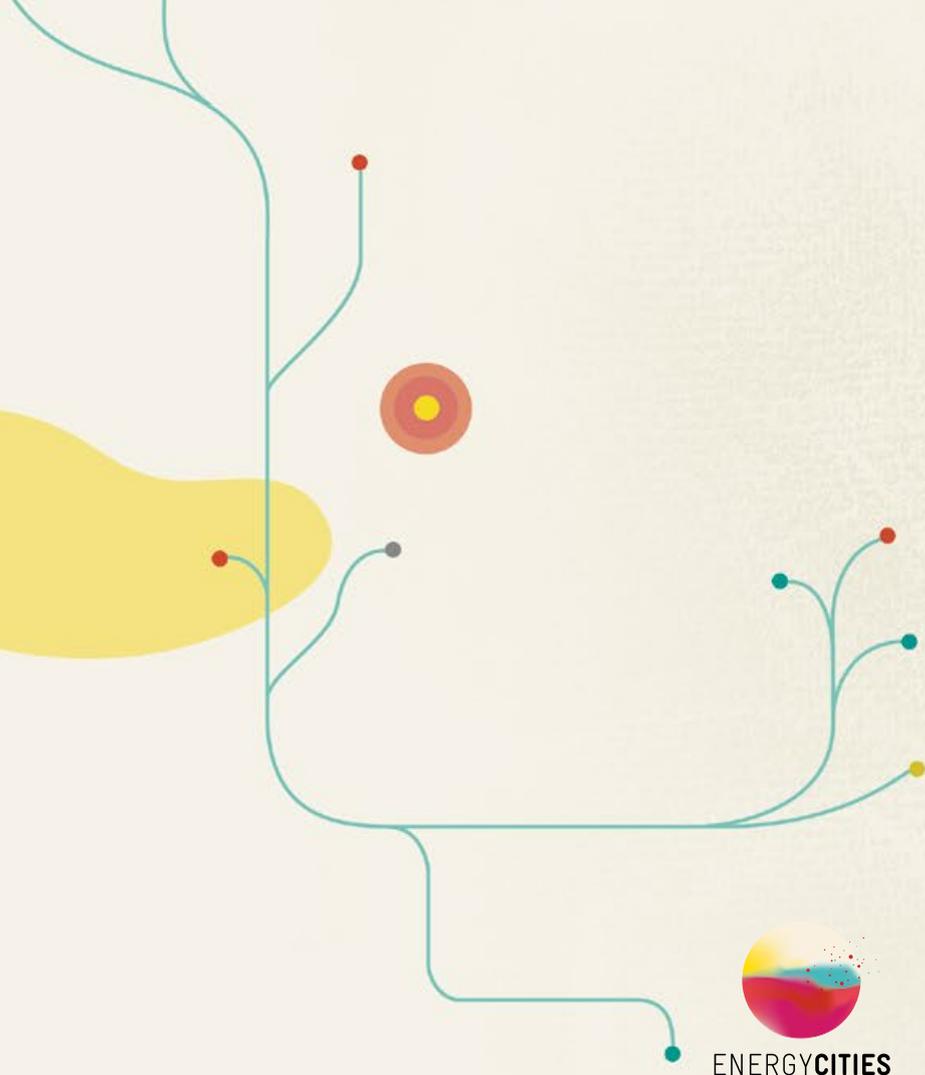
À **Milton Keynes, au Royaume-Uni**, les citoyens ne sont pas encore prêts à accueillir des *Rues à Vivre*, car il s'agit d'une ville nouvelle construite autour de la voiture. Milton Keynes connaît actuellement peu de problèmes de circulation, mais passera de 230 000 habitants à plus de 300 000 d'ici les 7 prochaines années et à 500 000 d'ici 2050. Les communautés actuelles ont besoin de plus de temps pour accepter cette initiative, gagner en confiance et s'approprier l'espace public dans une ville où la voiture est centrale et où les espaces verts sont omniprésents. Avec l'initiative des *Rues Vivantes*, les gens seront quand même davantage impliqués dans la conception de nouveaux quartiers.

À **Rotterdam, aux Pays-Bas**, 13 *Rues de Rêve* ont été créées entre 2015 et 2017 dans des quartiers résidentiels, visant à faire de la rue un lieu de rencontre et de divertissement plus attrayant. La catégorie la plus représentée est celle des personnes au niveau social élevé. Certaines *Rues à Vivre* sont créées dans des quartiers aux niveaux socio-économiques variés, où une association de professionnels est nécessaire à l'élaboration du plan et pour coordonner le projet avec l'aide des citoyens.

À **Bruxelles, en Belgique**, sur la base d'un appel à candidatures, 8 *Rues à Vivre* ont été organisées dans différents quartiers entre 2016 et 2018. Elles ont abordé divers problèmes tels que la sécurité et la prostitution de rue, la nécessité de faciliter l'accès aux espaces publics et aux propriétés des habitants, les espaces verts, les travaux publics et le besoin de silence. Elles se sont avérées être une « zone résidentielle » de rencontre, de partage entre habitants et un espace public partagé entre piétons et voitures.

→ SOURCES

■ Manuel en ligne : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/final_guidebook_livingstreet_v10.pdf



ENERGYCITIES

Energy Cities est l'association européenne des villes en transition énergétique. Depuis près de 30 ans – et avec aujourd'hui plus de 1 000 villes et réseaux membres de 30 pays – le réseau défend une transition énergétique démocratique et décentralisée, menée par le niveau local et régional.

www.energy-cities.eu   [LinkedIn](#)  [@energycities](#)

